

POSTULAT URGENT

Auteur Grégory Logean, UDC, Xavier Moret, PLR, et Philipp Matthias Bregy, CVPO
Objet Pour ne pas rompre avec la participation du Gouvernement à la fête Dieu de Sion
Date 14.05.2018
Numéro 6.0087

Actualité de l'événement

Le Conseil d'Etat a récemment annoncé sa volonté de ne plus participer à la fête Dieu qui se déroule dans la capitale du canton. Ainsi, la prochaine fête Dieu de Sion serait la dernière édition à bénéficier de la représentation officielle du Gouvernement.

Imprévisibilité

Une telle et abrupte décision était totalement imprévisible tant les liens entre le Gouvernement et l'Evêché sont étroits. De plus, rien ne laissait présager une telle rupture.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Dans la mesure où le traitement ordinaire d'une intervention parlementaire peut s'étaler sur 12 mois (soit 2 fois 6 mois pour le développement, puis le traitement), il apparaît évident, en tenant compte des délais de réalisation, que pour être opérante pour la fête Dieu 2019, la présente intervention doit être traitée par la procédure urgente.

Le Conseil d'Etat aurait récemment annoncé sa volonté de ne plus participer à la fête Dieu qui se déroule dans la capitale du canton. Ainsi, la prochaine fête Dieu de Sion serait la dernière édition à bénéficier de la représentation officielle du Gouvernement.

Conclusion

Dans notre canton, il apparaît évident qu'une telle présence relève tout simplement du devoir d'Etat, signe d'un lien étroit entre l'Evêché, le Gouvernement et la population. Dès lors, le Conseil d'Etat est prié de revenir sur sa décision et de garantir la présence officielle du Gouvernement à la fête Dieu de Sion par la participation du Président du Conseil d'Etat ou, à défaut, de celle de son vice-président ou, au moins, d'un autre membre du Gouvernement.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber Grégory Logean, UDC, Xavier Moret, PLR, und Philipp Matthias Bregy, CVPO
Gegenstand Teilnahme der Regierung an den Fronleichnam-Feierlichkeiten in Sitten
Datum 14.05.2018
Nummer 6.0087

Aktualität des Ereignisses

Der Staatsrat hat kürzlich bekannt gegeben, künftig nicht mehr an den Fronleichnam-Feierlichkeiten in der Kantonshauptstadt teilnehmen zu wollen. Die nächsten Fronleichnam-Feierlichkeiten wären damit die letzten, an denen die Regierung offiziell vertreten ist.

Unvorhersehbarkeit

Dieser abrupte Entscheid war unvorhersehbar, insbesondere da die Regierung und der Bischof in engem Kontakt stehen. Nichts liess einen solchen Bruch erahnen.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Da sich die ordentliche Behandlung eines parlamentarischen Vorstosses über 12 Monate hinziehen kann (je 6 Monate für die Entwicklung und die Behandlung), ist klar, dass der vorliegende Vorstoss unter Berücksichtigung der Umsetzungsfristen dringlich behandelt werden muss, um im Hinblick auf Fronleichnam 2019 umgesetzt zu sein.

Der Staatsrat hat kürzlich bekannt gegeben, künftig nicht mehr an den Fronleichnam-Feierlichkeiten in der Kantonshauptstadt teilnehmen zu wollen. Die nächsten Fronleichnam-Feierlichkeiten wären damit die letzten, an denen die Regierung offiziell vertreten ist.

Schlussfolgerung

In unserem Kanton ist es offensichtlich, dass die Teilnahme der Regierung ganz einfach eine Pflicht des Staates und ein Zeichen für die engen Verbindungen zwischen Bischof, Regierung und Bevölkerung ist. Der Staatsrat wird gebeten, auf seinen Entscheid zurückzukommen und die offizielle Vertretung der Regierung an den Fronleichnam-Feierlichkeiten in Sitten durch die Teilnahme des Staatsratspräsidenten, den Vizepräsidenten oder eines anderen Regierungsmitglieds zu gewährleisten.

MOTION URGENTE

Auteur PDCC, par Serge Métrailler, Sidney Kamerzin et Raphaël Fournier (suppl.)
Objet 1,2 milliard de travaux illégaux: utilisons les nouveaux moyens pour faciliter la lutte
Date 14.05.2018
Numéro 2.0237

Actualité de l'événement

Par courrier du 17 avril 2018, le SECO a estimé illégal la collecte et le traitement de données par le biais d'une application smartphone et d'une permanence téléphonique et recommande en conséquence par mesure de prudence de ne plus donner suite aux informations qui parviennent par ces canaux, recommandation suivie par le département.

Imprévisibilité

Une permanence téléphonique est à disposition depuis de nombreuses années auprès du service de la protection des travailleurs et une application mobile est en vigueur au Tessin depuis 2015; il n'était dès lors absolument pas envisageable que des autorités fédérales arrivent à de telles conclusions.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il convient donc de transcrire le plus rapidement possible dans la législation les dispositions nécessaires à l'utilisation de ces données poursuivre la lutte contre le travail illégal, sauvegarder des emplois et assurer une concurrence saine et loyale entre entreprises cantonales, suisses et étrangères.

En 1999, le canton du Valais faisait œuvre de pionnier en arrêtant, sur l'impulsion du Parlement, un décret de lutte contre le travail noir. C'est donc de concert que l'Etat et les associations ont déclaré la guerre aux travaux exécutés sous le manteau, non déclarés et/ou en infraction des CCT en vigueur. La libre circulation des personnes a donné de nouvelles compétences aux autorités cantonales, aux Commissions professionnelles paritaires, lesquelles ont uni leurs forces pour être plus efficaces dans les contrôles et la réalisation de leur mission.

La Confédération, comprenant les enjeux considérables de cette problématique – qu'ils soient sociétaux et/ou financiers, a légiféré en juin 2005 et dégagé des moyens pour combattre le travail noir, contrôler les entreprises étrangères afin d'assurer une saine et équitable concurrence et empêcher les travaux non déclarés.

Les travaux exécutés en violation de dispositions légales sont estimés à 45 milliards par les services de la Confédération, soit 1,2 milliard pour le canton du Valais. Les pertes en termes d'emplois, d'impôts, de cotisations sociales sont colossales. Il convient d'être proactif et innovateur pour lutter et assurer une prévention efficace.

Avec un effectif de 11,5 inspecteurs et 3.5 EPT pour l'ARCC, il est impossible de quadriller le canton pour contrôler les entreprises étrangères, qu'elles soient autorisées ou non, déceler le travail au noir et tous les modes de travaux illégaux. Dès lors, il est impératif de pouvoir s'appuyer – comme c'est le cas depuis plus de 10 ans – sur la responsabilité citoyenne qui veut que l'on annonce des situations qui semblent irrégulières pour permettre aux autorités compétentes d'intervenir de manière ciblée, et de disposer en ces sens d'outils de dissuasion.

Selon quelques considérations juridiques, il s'avère qu'il n'existe aucune disposition légale permettant aux inspecteurs ou contrôleurs de chantiers d'agir sur information d'un privé. La possibilité même d'une telle démarche n'existe pas dans les différentes législations qui permettent le contrôle des chantiers, d'entreprises étrangères ainsi que les auditions de personnes, Cependant, la LPD autoriserait des collectes et leur utilisation, dans les cas prévus par une loi ou issus de circonstances.

Lors de l'élaboration de la LaLDétLTN, le Grand Conseil a fait preuve d'innovation en conférant des délégations de compétences aux contrôleurs des Commissions paritaires afin de rationaliser les forces et pour que plusieurs entités puissent intervenir sur un même rapport. Il s'agit de définir les bases légales afin que l'application mobile de localisation de chantiers et la permanence téléphonique puissent être utilisées en toute légitimité, comme c'est le cas depuis plus de 10 ans pour la permanence de l'Etat du Valais, et que les contrevenants par le fait de lacunes juridiques n'échappent à des sanctions justifiées.

Conclusion

Pour y remédier, il est requis du Conseil d'Etat:

- d'édicter les dispositions légales idoines permettant l'utilisation de tout support informatique, téléphonique ou autres par des tiers pour localiser des situations pouvant s'avérer irrégulières d'une part et, d'autre part,
- d'attribuer des compétences aux inspecteurs de l'emploi et aux contrôleurs des chantiers au sens des articles 2 alinéa 2 lettre e et f LaLDétLTN et 8 lettre c OLaLDétLTN pour qu'ils puissent traiter et donner la suite utile en cas de présomption d'infraction.

DRINGLICHE MOTION

Urheber PDCC, durch Serge Métrailler, Sidney Kamerzin und Raphaël Fournier (Suppl.)
Gegenstand 1,2 Milliarden Franken für Schwarzarbeit: Nutzung der neuen Mittel für eine bessere Bekämpfung
Datum 14.05.2018
Nummer 2.0237

Aktualität des Ereignisses

In einem Schreiben vom 17. April 2018 hat das SECO das Sammeln und Bearbeiten von Personendaten über eine Smartphone-App für illegal erklärt und empfiehlt deswegen als Vorsichtsmassnahme, Informationen, die über diese Kanäle eingehen, nicht mehr nachzugehen. Das Departement befolgt diese Empfehlung.

Unvorhersehbarkeit

Der Dienststelle für Arbeitnehmerschutz stellt seit einigen Jahren eine telefonische Hotline zur Verfügung und im Tessin gibt es seit 2015 eine mobile App. Es war folglich nicht zu erwarten, dass die Bundesbehörden zu dieser Schlussfolgerung kommen würden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die notwendigen Bestimmungen, um diese Daten zu verwenden, den Kampf gegen die Schwarzarbeit fortzusetzen, Arbeitsplätze zu bewahren und einen gesunden und fairen Wettbewerb zwischen kantonalen, schweizerischen und ausländischen Unternehmen sicherzustellen, müssen so rasch wie möglich in der Gesetzgebung festgehalten werden.

Im Jahr 1999 leistete der Kanton Wallis Pionierarbeit und hat auf Initiative des Parlaments ein Dekret zur Bekämpfung von Schwarzarbeit beschlossen. Der Staat und die Verbände haben gemeinsam den unter der Hand vergebenen, nicht angemeldeten Arbeiten und solchen, die gegen die geltenden GAV verstossen, den Kampf angesagt. Durch den freien Personenverkehr haben die kantonalen Behörden und die paritätischen Berufskommissionen neue Kompetenzen erhalten. Sie haben ihre Kräfte gebündelt, um bei den Kontrollen und der Umsetzung ihrer Aufgabe effizienter zu sein.

Der Bund hat das gesellschaftliche und finanzielle Ausmass dieses Problems erfasst. Er hat im Juni 2005 ein Gesetz erlassen und Mittel für die Bekämpfung von Schwarzarbeit und die Kontrolle von ausländischen Unternehmen bereitgestellt, um einen gesunden und gerechten Wettbewerb sicherzustellen und nicht deklarierte Arbeiten zu verhindern.

Gemäss Dienststellen des Bundes entsprechen nicht gesetzeskonforme Bauarbeiten rund 45 Milliarden Franken, bzw. 1,2 Milliarden Franken im Kanton Wallis. Der Verlust an Arbeitsplätzen, Steuern und Sozialabgaben ist enorm. Für eine effiziente Prävention müssen wir proaktiv und innovativ sein.

Mit einem Personalbestand von 11,5 Inspektoren und 3,5 VZE für den ARCC ist es unmöglich, den ganzen Kanton zu überwachen, ausländische Unternehmen (zugelassen oder nicht) zu kontrollieren sowie Schwarzarbeit und alle Arten der illegalen Beschäftigung aufzudecken. Deshalb ist unumgänglich, sich auf die Bürger stützen können – wie das seit zehn Jahren der Fall ist. Diese sollen Unregelmässigkeiten melden, damit die zuständigen Behörden gezielt eingreifen können und so über Abschreckungsmittel verfügen.

Gemäss rechtlichen Erwägungen gibt es keine gesetzliche Grundlage, durch die Baustellen-Inspektoren oder -Kontrolleure aufgrund von Informationen durch Privatpersonen aktiv werden dürfen. Ein solches Vorgehen ist in den verschiedenen Gesetzgebungen über die Kontrolle von Baustellen, von ausländischen Unternehmen sowie über die Anhörung von Personen nicht vorgesehen. Das Datenschutzgesetz würde aber das Sammeln und die Nutzung erlauben, wenn es in einem Gesetz vorgesehen ist oder sich aus den Umständen ergibt.

Bei der Erarbeitung des Ausführungsgesetzes zum Entsendegesetz und zum Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit (AGEntsGBGSA) hat sich der Grosse Rat innovativ gezeigt und den Kontrolleuren der paritätischen Kommission Kompetenzen übertragen, um die Kräfte zu bündeln. Ausserdem können so mehrere Einheiten zu einem Bericht beitragen. Es geht darum, eine gesetzliche Grundlage zu schaffen, damit die App zur Lokalisierung von Baustellen und die telefonische Hotline gesetzeskonform eingesetzt werden können, wie es für die Hotline des Staats Wallis seit über 10 Jahren der Fall ist. Dadurch soll verhindert werden, dass die Täter aufgrund von rechtlichen Lücken den gerechtfertigten Sanktionen entgehen.

Schlussfolgerung

Zur Behebung dieses Konflikts wird vom Staatsrat verlangt:

- entsprechende Gesetzesbestimmungen zu erlassen, so dass die Nutzung jedes elektronischen Hilfsmittels (Telefon oder andere) durch Dritte zugelassen ist, um Situationen ausfindig zu machen, die illegal sind und
- den Beschäftigungsinspektoren und den Baustellenkontrolleuren Kompetenzen nach den Artikeln 2 Absatz 2 Buchstabe e und f AGEntsGBGSA und 8 Buchstabe c der Verordnung zu verleihen, damit sie die Fälle bei Verdacht auf Verstösse bearbeiten und weiterverfolgen können.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Géraldine Arlettaz-Monnet, PLR, et Serge Fellay (suppl.), AdG/LA
Objet Pédopsychiatrie, il est urgent d'agir!
Date 14.05.2018
Numéro 2.0238

Actualité de l'événement

Fermeture du centre de compétences en psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents de Martigny, service ambulatoire de la psychiatrie du Réseau Santé Valais.

Imprévisibilité

L'impossibilité de chiffrer le nombre de nouveaux cas qui devront être pris en charge par un pédopsychiatre sur la région de Martigny, région qui à l'heure actuelle compte une seule représentante de la branche. Certains soins de base, parfois dans des situations d'urgence, ne peuvent plus être assurés.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La pédopsychiatrie de Martigny est saturée. Ses prochaines disponibilités pour la prise en charge de nouveaux patients sont en automne. La situation est devenue vraiment critique.

Les principales affections que la pédopsychiatrie rencontre sont variées. Elles vont des problèmes temporaires modérés (troubles de l'alimentation modérés, troubles du sommeil, difficultés scolaires, traumatismes divers) à des troubles très sérieux: troubles envahissants du développement, troubles alimentaires ou du comportement graves, états dépressifs sévères, psychoses débutantes, sans oublier les urgences psychiatriques telles que les crises clastiques, les phobies scolaires sévères et les idées de suicide sévères.

La plupart de ces troubles sont évolutifs et dans tous les cas, une prise en charge pédopsychiatrique adéquate en améliore beaucoup le pronostic.

L'HVS par manque de pédopsychiatres, a pris la décision de fermer son centre de compétences en psychiatrie et psychothérapie pour enfant sur son site de Martigny et de regrouper ce secteur de soins dans la région de Monthey.

Avec cette fermeture, l'unique pédopsychiatre de la région de Martigny se trouve submergée par l'afflux de patients et se voit dans l'impossibilité de répondre à toutes les demandes de nouveaux cas de situations difficiles.

Elle reçoit plusieurs appels par semaine, voir par jour, de parents ou d'adolescents désespérés, qui laissent un message sur son répondeur malgré son message d'indisponibilité.

L'antenne du CDTEA de la commune est dans l'impossibilité de la seconder, étant donné qu'il ne prend pas en charge les cas psychiatriques, son champ d'action étant basé sur la psychologie scolaire. De plus ce dernier se trouve également dans une situation délicate avec des attentes de 3 mois au minimum. Cet exemple de Martigny n'est pas unique, il y a également un seul pédopsychiatre dans la région de Monthey et moins de 10 à Sion, notre capitale.

Cette situation est inacceptable et doit être rapidement débloquée. On ne peut pas laisser des enfants déscolarisés, en détresse avec des idées suicidaires sans suivi.

Quand on pense que le Valais abrite l'institut du Droit de l'Enfant, le premier centre universitaire au monde où se donne un enseignement sur le droit de l'enfant, cela interroge... qu'en est-il du droit à des soins psychiatriques adéquats pour les petits valaisans?

N'est-ce pas mieux pour le canton de prendre en charge de manière adéquate ces enfants au moment nécessaire, plutôt que de laisser ces situations se « chroniciser », ce qui n'améliore pas les statistiques pour ce qui est du suicide, de l'incapacité de travail, de l'alcoolisme et diverses autres toxicomanies?

Conclusion

Le Conseil d'Etat est invité à répondre aux questions suivantes :

- Que va-t-il mettre en place pour remédier à la situation très critique sur la région de Martigny, et du Canton en général?
- Il semblerait que l'offre actuelle ne suffise pas pour la population infantile du canton. Qu'est-ce que le canton va mettre en place pour palier à ce manque? Notamment, entend-il inciter la création de structures dédiées facilitant l'installation de nouveaux pédopsychiatres ou psychiatres en général dans notre canton?
- Le point Tarmed du Valais est l'un des taux le plus bas de la Suisse; Entend-il user de toute son influence auprès des instances fédérales pour faire revaloriser ce point?
- Que peut-il être mis en place pour renforcer la collaboration entre les différentes institutions et professionnels du domaine? Entend-il aussi renforcer encore ces dites institutions (OPE, CDTEA, APEA, enseignement spécialisé)?
- Entend-il débloquer le budget nécessaire pour permettre aux professionnels d'offrir des prestations de pédopsychiatrie, de psychiatrie et de psychothérapie adaptées à la demande grandissante de nos citoyens que l'on peut, grâce à l'exemple ci-dessus, aisément constater?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Géraldine Arlettaz-Monnet, PLR, und Serge Fellay (Suppl.), AdG/LA
Gegenstand Kinderpsychiatrie: Es besteht dringender Handlungsbedarf!
Datum 14.05.2018
Nummer 2.0238

Aktualität des Ereignisses

Schliessung des Kompetenzzentrums für Psychiatrie und Psychotherapie für Kinder und Jugendliche in Martigny, ambulante Beratungsstelle für Psychiatrie des Gesundheitsnetzes Wallis.

Unvorhersehbarkeit

Die Anzahl neuer Fälle für die Kinderpsychiaterin in der Region Martigny kann unmöglich vorausgesagt werden. Derzeit gibt es in der Region nur eine einzige Kinderpsychiaterin. Ein Teil der Grundversorgung, manchmal in Notsituationen, kann nicht gewährleistet werden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Kinderpsychiatrie in Martigny ist überlastet. Neue Patienten können erst wieder im Herbst aufgenommen werden. Die Lage ist äusserst kritisch.

Die Erkrankungen in der Kinderpsychiatrie sind sehr unterschiedlich. Sie gehen von vorübergehenden mittelschweren Problemen (mittelschwere Essstörungen, Schlafstörungen, schulische Schwierigkeiten, verschiedene Traumata) bis hin zu schwerwiegenden Störungen: tiefgreifende Entwicklungsstörungen, schwere Ess- oder Verhaltensstörungen, schwere Depressionen, beginnende Psychosen, wie auch psychiatrische Notfälle wie Zerstörungswut, schwere Schulphobien und Suizidgedanken.

Die meisten dieser Störungen entwickeln sich weiter und eine angemessene kinderpsychiatrische Betreuung verbessert in jedem Fall die Aussichten.

Aufgrund eines Mangels an Kinderpsychiatern hat das Spital Wallis entschieden, das Kompetenzzentrum für Psychiatrie und Psychotherapie für Kinder am Standort Martigny zu schliessen und diesen Bereich in der Region Monthey zu konzentrieren.

Infolge dieser Schliessung wurde die einzige Kinderpsychiaterin in der Region Martigny von Patienten überrannt. Sie ist nicht in der Lage, alle neuen Patienten in schwierigen Situationen anzunehmen. Sie erhält mehre Anrufe von verzweifelten Eltern oder Jugendlichen pro Woche oder sogar pro Tag, die trotz ihrer Nichtverfügbarkeit auf ihren Telefonbeantworter sprechen.

Die Zweigstelle des Zentrums für Entwicklung und Therapie des Kindes und Jugendlichen (ZET) der Gemeinde kann sie nicht unterstützen, da diese keine psychiatrischen Fälle betreut, sondern im schulpsychologischen Bereich tätig ist. Auch diese ist im Übrigen mit Wartezeiten von mindestens drei Monaten in einer schwierigen Situation. Martigny ist kein Einzelfall, auch in der Region Monthey gibt es nur einen Kinderpsychiater und in unserer Hauptstadt Sitten gibt es weniger als 10.

Diese Situation ist nicht hinnehmbar und muss rasch gelöst werden. Kinder in Not, die nicht mehr zur Schule gehen, mit Suizidgedanken können nicht einfach ihrem Schicksal überlassen werden. In Anbetracht der Tatsache, dass im Wallis das Institut der Kinderrechte angesiedelt ist, weltweit das erste universitäre Zentrum, an dem die Kinderrechte gelehrt werden, ist das fragwürdig. Wie steht es um das Recht auf angemessene psychiatrische Versorgung für die kleinen Walliser? Ist es für den Kanton nicht besser, die Kinder rechtzeitig angemessen zu betreuen, bevor die Situation chronisch wird und die Statistiken zu Suizid, Arbeitsunfähigkeit, Alkoholabhängigkeit und andere Drogenabhängigkeiten nicht gerade verbessert?

Schlussfolgerung

Der Staatsrat wird gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

- Wie gedenkt er die sehr kritische Situation in der Region Martigny und im Kanton im Allgemeinen zu lösen?
- Offensichtlich reicht das derzeitige Angebot nicht für alle Kinder im Kanton aus. Wie wird der Kanton diesen Mangel beheben? Hat er konkret vor, Strukturen zu schaffen, welche die Niederlassung von neuen Kinderpsychiatern und Psychiatern im Allgemeinen in unserem Kanton begünstigen?
- Der Tarmed-Taxpunktwert im Wallis gehört zu den tiefsten schweizweit. Hat er vor, seinen Einfluss bei den Bundesbehörden geltend zu machen, damit dieser aufgewertet wird?
- Was kann getan werden, um die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Institutionen und Fachpersonen in diesem Bereich zu stärken? Hat der Staatsrat vor, die genannten Institutionen zu unterstützen (AKS, ZET, KESB, Heilpädagogik)?
- Hat er vor, das notwendige Budget freizugeben, so dass Fachpersonen die Leistungen in der Kinderpsychiatrie, Psychiatrie und Psychotherapie an die wachsende Nachfrage, die mit dem obigen Beispiel belegt wurde, unserer Bürger anpassen können?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur PDCC, par Serge Métrailler et Sidney Kamerzin
Objet Immigration de masse: Quelle masse de travail pour les entreprises et pour l'Etat: sommes-nous prêts?
Date 14.05.2018
Numéro 3.0389

Actualité de l'événement

Le 30 avril, le SECO indiquait que l'entrée en vigueur de l'obligation d'annonce était arrêtée au 1^{er} juillet 2018 et publiait la liste des professions concernées. La quasi-totalité de l'Economie valaisanne est touchée.

Imprévisibilité

Les informations reçues par l'intermédiaire des services de l'Etat laissent entendre une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Aucune information préalable n'a été communiquée aux associations professionnelles et/ ou patronales ni aux entreprises des branches concernées sur les procédures à respecter

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Cette Directive concerne des secteurs entiers de l'économie cantonale. L'application de la Directive est laissée par l'autorité fédérale aux cantons et elle implique de nombreux ajustements, notamment administratifs, au niveau des ORP et dans la pratique des entreprises valaisannes.

Le 30 avril dernier, le SECO publiait, via le site internet arbeit.swiss.ch, la Directive sur l'obligation d'annoncer les postes vacants, découlant des mesures d'application de l'initiative dite sur l'immigration de masse, ainsi que la liste des professions concernées par cette obligation.

Cette Directive et cette liste – basée par ailleurs sur une nomenclature de professions ne correspondant pas aux premières informations données par le même SECO courant 2017 – sont datées de mai 2018. Aucune information directe n'a eu lieu auprès des organisations patronales et/ou professionnelles concernées en Valais.

Seule une invitation à une soirée d'information, conjointement organisée par le SECO, l'UVAM et le Service de l'Industrie, du commerce et du travail, qui aura lieu le 29 mai prochain a été transmise aux Associations professionnelles le jeudi 3 mai.

Sachant que l'entrée en vigueur de dite directive est prévue pour le 1^{er} juillet et que, des secteurs entiers de l'économie valaisanne sont concernés sans qu'aucune information préalable, ni ciblée ni générique, n'ait eu lieu sur la façon de classier les professions concernées par exemple ou encore la façon dont seraient traités les cas de remplacement lors de maladie ou d'accident impliquant de longues absences, il apparaît loisible, vu l'imminence de ce changement de pratique important dans la gestion des ressources humaines des entreprises valaisannes, de se demander quelles mesures le Conseil d'Etat a pris, respectivement entend mettre en œuvre dans ce contexte pour éviter des démarches administratives des plus coûteuses pour les entreprises sans aucune corrélation avec les buts poursuivis par la législation.

Conclusion

Le Conseil d'Etat est prié de répondre aux interrogations suivantes:

- Quelles mesures le Conseil d'Etat a-t-il pris ou entend-il prendre pour informer de manière exhaustive les entreprises de cette nouvelle disposition réglementaire et de ses différentes implications?
- Quelles adaptations a-t-il prévu sur le plan des ressources en personnel au sein des ORP pour assurer la mise en œuvre de ce nouveau système présentant une telle surcharge administrative pour les entreprises?
- Quelles mesures administratives, de procédure et/ou informatiques seront-elles mises en place par les ORP?
- Un délai transitoire est-il prévu et si oui sous quelles conditions?
- Peut-il renseigner le Parlement sur les méthodes de classification des professions utilisées par le SECO?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber	PDCC, durch Serge Métrailler und Sidney Kamerzin
Gegenstand	Massiver Arbeitsaufwand für Unternehmen und Staat durch die Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative: sind wir bereit?
Datum	14.05.2018
Nummer	3.0389

Aktualität des Ereignisses

Am 30. April hat das SECO bekannt gegeben, dass die Stellenmeldepflicht auf den 1. Juli 2018 in Kraft tritt und hat eine Liste der betroffenen Berufsarten veröffentlicht. Fast die ganze Walliser Wirtschaft ist davon betroffen.

Unvorhersehbarkeit

Die über die Dienststellen des Kantons erhaltenen Informationen deuteten auf ein Inkrafttreten ab dem 1. Januar 2019 hin. Weder die Berufs- und Arbeitgeberverbände noch die Unternehmen der betroffenen Branche wurden im Vorfeld über die Vorgehensweise informiert.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Diese Weisung betrifft ganze Sektoren der kantonalen Wirtschaft. Die Bundesbehörde überlässt die Umsetzung der Weisung den Kantonen. Dazu gehören zahlreiche Anpassungen, insbesondere administrativer Art, für die RAV und die Praxis der Walliser Unternehmen.

Am 30. April hat das SECO auf der Internetseite arbeit.swiss.ch die Weisung zur Stellenmeldepflicht veröffentlicht, die sich aus den Durchführungsmassnahmen der sogenannten Masseneinwanderungsinitiative sowie der Liste der betroffenen Berufe ergibt.

Diese Weisung und diese Liste – die im Übrigen Berufsgruppen umfasst, die nicht den ersten Informationen des SECO im Jahr 2017 entspricht – sind von Mai 2018. Die betroffenen Arbeitgeber- und Berufsverbände im Wallis wurden nicht direkt informiert.

Die Berufsverbände haben am Donnerstag, 3. Mai, lediglich eine Einladung an einen Informationsabend erhalten, der vom SECO, dem Walliser Gewerbeverband und der Dienststelle für Industrie, Handel und Arbeit organisiert wird und am 29. Mai 2018 stattfindet.

Die genannte Weisung soll per 1. Juli in Kraft treten und ganze Sektoren der Walliser Wirtschaft sind betroffen, ohne dass sie im Vorfeld gezielt oder allgemein informiert worden wären, wie beispielsweise die betroffenen Berufsarten einzuordnen sind oder wie Vertretungen für langfristige Abwesenheit aufgrund von Krankheit oder Unfall gehandhabt werden. Da dieser bedeutende Wechsel der Praxis im Personalmanagement in den Walliser Unternehmen unmittelbar bevorsteht, stellt sich die Frage, welche Massnahmen der Staatsrat ergriffen hat oder umsetzen wird, um einen äusserst kostspieligen administrativen Aufwand für die Unternehmen zu verhindern, der in keinem Zusammenhang mit den durch die Gesetzgebung verfolgten Zielen steht.

Schlussfolgerung

Der Staatsrat wird gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

- Welche Massnahmen hat der Staatsrat ergriffen oder gedenkt er zu ergreifen, um die Unternehmen umfassend über diese neuen Bestimmungen und die verschiedenen Auswirkungen zu informieren?
- Welche Anpassungen sind in Sachen Personalressourcen bei den RAV vorgesehen, um die Umsetzung dieses neuen Systems, das einen administrativen Mehraufwand für Unternehmen bedeutet, zu gewährleisten?
- Welche Administrativ-, Verfahrens- und Informatikmassnahmen werden bei den RAV umgesetzt?
- Ist eine Übergangsfrist vorgesehen und wenn ja, unter welchen Bedingungen?
- Kann der Staatsrat das Parlament informieren, nach welchen Kriterien das SECO die Berufsarten eingeteilt hat?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber AdG/LA, durch Doris Schmidhalter-Näfen, Werner Jordan, Gina-Maria Schmidhalter (Suppl.) und Jennifer Näpfl (Suppl.)
Gegenstand World Nature Forum: Steuergelder versenkt
Datum 14.05.2018
Nummer 3.0390

Aktualität des Ereignisses

In der Ausgabe vom 30. April 18 der Zeitschrift «Rote Anneliese» war erstmals die Öffentlichkeit über die finanzielle und die wirtschaftliche Schieflage des World Nature Forums (WNF) informiert worden. Der Walliser Bote berichtete kurz darauf ebenfalls über die Sachlage.

Unvorhersehbarkeit

Obwohl die SP Oberwallis immer ihre Zweifel am Projekt geäußert hat, war nicht vorhersehbar, dass beim WNF so schnell die Lichter ausgehen.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Der Kanton will die Verantwortlichen erneut mit finanziellen Mitteln unterstützen. Die Gemeinde Naters wird an der Urversammlung vom 23. Mai ihren Bürgerinnen und Bürgern das Geschäft zur Abstimmung unterbreiten. Es ist nötig, dass alle Fakten vorgängig auf dem Tisch liegen.

Im Herbst 2016 wurde das WNF in Naters eröffnet. Das Gebäude ist uns allen noch in Erinnerung; war doch das WNF der Treffpunkt der Geladenen beim Empfang des Grossratspräsidenten Diego Wellig.

Dieses WNF ist pleite. Über 10 Millionen Franken Steuergelder von Bund, Kanton und Gemeinde wurden hier vernichtet. Die Bilanz hätten die Verwaltungsräte schon 2017 deponieren müssen. Nun wird in einer Blitzaktion die World Nature AG liquidiert. Die Gemeinde wandelt das widerrechtliche Aktionärsdarlehen in Kapital für eine neue Stiftung um.

Die SP Oberwallis hat in den letzten Jahren immer wieder kritische Fragen zum faktischen Verkauf des Terrains an die AXA und zum sehr schönfärberischen Masterplan gestellt.

Schlussfolgerung

Und vom Staatsrat wollen wir Antworten zu folgenden Fragen:

1. Wie viele Millionen Franken hat der Kanton Wallis direkt und indirekt in den Ausbau des World Nature Forums in Naters investiert? Dies unter Berücksichtigung der Beiträge der Lotterie Romande, deren Walliser Komitee von Jean-Maurice Tornay präsidiert wird.
2. Offenbar wurden für Investitionen vorgesehene Mittel gebraucht, um laufende Betriebskosten zu decken. Und die Bilanz wurde trotz gigantischer Defizite nicht rechtzeitig deponiert. Hat die Finanzkontrolle dieses Debakel untersucht, nachdem in Sitten neue IHG-Gelder beansprucht wurden?
3. Denn neu soll der Kanton den Verantwortlichen mit einem weiteren zinslosen Darlehen in der Höhe von 1,5 Millionen Franken zu Hilfe eilen. Wer hat in welchem Verfahren diese Sonder-Spritze auf die Schnelle beschlossen?
4. Gedenkt der Kanton die verantwortlichen Verwaltungsräte zur Rechenschaft zu ziehen? Ist er bereit, seinen Beitrag an Bedingungen zu knüpfen, wie etwa, dass die Verwaltungsräte die bis heute nicht vermietbaren Stockwerke während 20 Jahren für 160 Franken pro Quadratmeter abmieten?
5. Es geht um einen Kauf von 6 Millionen Franken. Nur weil die Gemeinde eine Stiftung dazwischenschaltet, ändert dies nichts. Über dieses Geschäft muss rechtlich an der Urne abgestimmt werden. Teilt der Staatsrat diese, meine Auffassung?
6. Wie erklärt sich der Staatsrat den Umstand, dass die Medien bisher über diesen Skandal nicht berichten?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur AdG/LA, par Doris Schmidhalter-Näfen, Werner Jordan, Gina-Maria Schmidhalter (suppl.) et Jennifer Näppli (suppl.)
Objet World Nature Forum: des fonds publics engloutis
Date 14.05.2018
Numéro 3.0390

Actualité de l'événement

Les premières informations sur le déséquilibre financier et économique qui touche le World Nature Forum (WNF) sont parues dans l'édition du 30 avril 2018 du journal *Rote Anneliese*. Peu après, le *Walliser Bote* a également fait état de la situation.

Imprévisibilité

Bien que le SP Oberwallis ait toujours exprimé des doutes par rapport à ce projet, on ne pouvait pas prévoir que les choses iraient aussi vite de travers.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate:

Le canton veut de nouveau soutenir les responsables. La commune de Naters, pour sa part, soumettra l'affaire au vote de ses citoyens lors de son assemblée primaire du 23 mai. Il est nécessaire que tous les éléments soient connus au préalable.

Le WNF a été ouvert en automne 2016 à Naters. Nous tous nous souvenons encore bien du bâtiment: c'est là que se sont retrouvés les invités à la réception du président du Grand Conseil Diego Wellig.

Le WNF est ruiné. Il aura coûté plus de dix millions de francs issus des impôts à la Confédération, au canton et à la commune. Le conseil d'administration aurait dû déposer son bilan en 2017 déjà. On procède désormais à la liquidation éclair de World Nature AG. La commune transforme le prêt aux actionnaires illégal en capital pour une nouvelle fondation.

Ces dernières années, le SP Oberwallis n'a cessé de poser des questions critiques par rapport à la vente du terrain à AXA et au plan général très enjoliveur.

Conclusion

Nous demandons au Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes:

1. Combien de millions de francs le canton du Valais a-t-il investi directement et indirectement pour le World Nature Forum à Naters, en tenant compte des contributions de la Loterie Romande, dont la délégation valaisanne est présidée par Jean-Maurice Tornay?
2. Les ressources prévues pour des investissements ont été manifestement utilisées pour couvrir des coûts d'exploitation réguliers. De plus, le bilan n'a pas été déposé au moment où il le fallait, malgré l'immense déficit. Le contrôle des finances a-t-il analysé cet échec après la demande de nouveaux fonds à Sion?
3. Il était récemment question que le canton vienne en aide aux responsables en leur accordant un autre prêt sans intérêt à hauteur de 1,5 million de francs. Qui a décidé de cette injection particulière à la va-vite, et sur la base de quelle procédure?
4. Le canton a-t-il l'intention de demander des comptes au conseil d'administration en charge? Est-il prêt à mettre des conditions à sa contribution, par exemple que le conseil d'administration mette en location pendant vingt ans à un prix de 160 francs le m² les étages qui n'ont pas encore été loués jusqu'à présent?
5. Il s'agit d'un achat de 6 millions de francs. Le fait que la commune y mette une fondation n'y change rien. Cette affaire doit être soumise à votation. Le Conseil d'Etat partage-t-il notre opinion?
6. Comment le Conseil d'Etat explique-t-il que ce scandale n'ait pas encore été rapporté dans les médias?

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber CSPO, durch Diego Clausen
Gegenstand Dem WNF sollen die Lichter nicht ausgehen
Datum 14.05.2018
Nummer 3.0391

Aktualität des Ereignisses

Meldungen vor ca. 2 Wochen zur prekären finanziellen Situation des World Nature Forums.

Unvorhersehbarkeit

Prekäre Situation war bis dato offiziell unbekannt. Wurde erst vor ca. 2 Wochen kommuniziert - konnte nicht vorausgesehen werden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Eine mögliche Liquidation muss zwingend abgewendet und die budgetäre Situation entsprechend angepasst werden.

Das World Nature Forum in Naters ist eine entscheidende Komponente im UNESCO Weltnaturerbe Gebiet. Die kantonale, nationale und internationale Wichtigkeit ist entsprechend gegeben. Wie vor zwei Wochen aus der Presse zu entnehmen war, muss das Forum nun leider einer neuen Finanzierungsform unterzogen werden, damit es gerettet und nicht in Liquidation gehen soll. Ein Rettungs- und Betriebskonzept liegt bereits auf dem Tisch, welches von der Natischer Bevölkerung an der Mai-Urversammlung verabschiedet werden soll.

Der Kanton Wallis ist an dieser Situation nicht ganz unschuldig. Hat man doch in den letzten Jahren die versprochenen Budgets über mehrere Departemente erheblich von ursprünglich insgesamt Fr. 250'000 pro Jahr für die Vierjahresperiode 2012-2015 auf Fr. 200'000 pro Jahr für die Jahre 2016-2019 nach unten geschraubt. Dies entspricht -20% bzw. -Fr. 50'000.00 pro Jahr. Der Kanton Bern hat im Vergleich den jährlichen Beitrag gegenüber 2012-2015 um Fr. 25'000 auf neu Fr. 275'000 pro Jahr für die Periode 2016-2019 erhöht.

Die kantonale budgetäre Situation steht heute um einiges besser da. Folgende Kantonsdepartemente sind betroffen:

Departement für Volkswirtschaft und Bildung, Dienststelle für Wirtschaftsentwicklung und das Departement für Mobilität, Raumentwicklung und Umwelt, Dienststelle für Wald, Flussbau und Landschaft

Schlussfolgerung

Die CSPO fordert den Staatsrat auf, die in den letzten Jahren zurückgestufte Budgetstrategie zu überprüfen und sinnvoll nach oben anzupassen (vgl. Budget Kanton Bern – evtl. interkantonal abgestimmt). Gerne möchte deshalb die CSPO die Gewissheit haben wie die für das WNF ebenso wichtige zukünftige kantonale Unterstützung gegenüber dem UNESCO WNF-Zentrum zukünftig ausgelegt sein soll.

POSTULAT URGENT

Auteur CSPO, par Diego Clausen
Objet Ne pas tirer la prise au WNF
Date 14.05.2018
Numéro 3.0391

Actualité de l'événement

Annonce il y a environ deux semaines de la situation financière précaire du World Nature Forum

Imprévisibilité

Jusqu'à présent, la précarité de la situation était inconnue officiellement. On en a pris connaissance il y a deux semaines seulement, et elle n'était pas prévisible.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate:

Il faut impérativement éviter une liquidation et adapter le budget à la situation.

Le World Nature Forum à Naters est un élément essentiel de la zone du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il revêt donc une importance cantonale, nationale et internationale. Cependant, comme on a pu le lire dans la presse il y a deux semaines, le Forum doit malheureusement être soumis désormais à un autre mode de financement pour être sauvé et éviter la liquidation. Un concept de sauvetage et d'exploitation, sur lequel la population de Naters devra se prononcer lors de l'assemblée primaire de mai, est déjà prêt.

Dans cette affaire, le canton du Valais n'est pas tout à fait innocent. En effet, ces dernières années, les budgets promis par plusieurs départements ont été sensiblement revus à la baisse et sont passés d'un total de 250 000 francs à l'origine pour la période quadriennale 2012-2015 à 200 000 francs par année pour la période 2016-2019. Cela correspond à une diminution de 20%, soit 50 000 francs par année.

En comparaison, le canton de Berne a fixé sa contribution annuelle pour la période 2016-2019 à 275 000 francs, soit une augmentation de 25 000 francs par année par rapport à la période 2012-2015.

Aujourd'hui, la situation budgétaire du canton s'est un peu améliorée. Cela concerne les départements cantonaux suivants: le Département de l'économie et de la formation, le Service du développement économique, le Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement et le Service des forêts, des cours d'eau et du paysage.

Conclusion

Le CSPO prie le Conseil d'Etat de vérifier la stratégie budgétaire rétrograde des dernières années et de la revoir à la hausse (cf. budget du canton de Berne, éventuellement en concertation intercantonale). C'est pourquoi le CSPO aimerait connaître avec certitude quel devrait être le soutien cantonal futur, tout aussi important, accordé au centre WNF de l'UNESCO.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur UDC, par Michel Sforza (suppl.)
Objet Droits de l'homme pour les criminels mais pas pour les victimes?
Date 14.05.2018
Numéro 4.0303

Actualité de l'événement

Article paru dans le Nouvelliste le 30.04.2018

Imprévisibilité

Affaire inconnue et pas divulguée précédemment

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Décision du TC qui fait jurisprudence et va avoir des graves conséquences financières pour le contribuable valaisan ainsi que pour l'image du Canton

Dans un article intitulé «Le Valais indemniser des détenus malades» paru le 30.04.2018, le Nouvelliste relate deux cas dans lesquels une décision du Tribunal cantonal, qui fait désormais jurisprudence condamne l'Etat à indemniser deux détenus étrangers qui auraient dû être internés dans un établissement hospitalier fermé comme Curabilis à Genève.

Une fois de plus, le contribuable doit passer à la caisse à cause de criminels étrangers surprotégés par la

Convention internationale des droits de l'homme.

Conclusion

Nous prions le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes:

- Combien de condamnations à l'internement dans un établissement hospitalier fermé n'ont pas été exécutées de manière conforme et se trouvent dans le délai légal pour obtenir une indemnisation de l'Etat?
- Quelle est la durée en jours de ces condamnations?
- Dans le pire scénario, quel est le montant total prévisible des indemnisations?
- Quelles mesures sont envisagées pour éviter que le citoyen valaisan soit continuellement méprisé en subissant des crimes pour ensuite être obligé d'indemniser les criminels?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber UDC, durch Michel Sforza (Suppl.)
Gegenstand Menschenrechte für Kriminelle, aber nicht für Opfer?
Datum 14.05.2018
Nummer 4.0303

Aktualität des Ereignisses

Ein im Nouvelliste vom 30.04.2018 veröffentlichter Artikel

Unvorhersehbarkeit

Diese Angelegenheit war nicht bekannt und wurde erst jetzt publik gemacht

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Ein Kantonsgerichtsentscheid, der gravierende finanzielle Auswirkungen für die Walliser Steuerzahler sowie für den Ruf des Kantons haben wird.

In einem im Nouvelliste vom 30.04.2018 veröffentlichten Artikel ist von zwei Fällen die Rede, in denen ein Kantonsgerichtsentscheid den Staat zur Entschädigung von zwei ausländischen Insassen verurteilt, die eigentlich in einer geschlossenen Einrichtung wie Curabilis in Genf eingewiesen werden hätten sollen.

Wieder einmal mehr werden die Steuerzahler wegen ausländischen Kriminellen, die vom internationalen Menschenrechtsübereinkommen übermässig geschützt werden, zur Kasse gebeten.

Schlussfolgerung

Wir möchten vom Staatsrat Folgendes wissen:

- Wie viele Verurteilungen zur Verwahrung in einer geschlossenen Einrichtung wurden nicht EMRK-konform durchgeführt? Wie viele Personen warten im Rahmen einer gesetzlichen Frist auf eine staatliche Entschädigung?
- Wie lange dauern diese Freiheitsstrafen in Anzahl Tagen?
- Wie viel beträgt der für die Entschädigungen vorgesehene Gesamtbetrag schlimmstenfalls?
- Welche Massnahmen sind vorgesehen, um zu vermeiden, dass die Walliser Bürger missachtet werden, indem sie Straftaten hinnehmen müssen und anschliessend dazu verpflichtet sind, die Kriminellen zu entschädigen?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Les Verts, par Thierry Largey et Céline Dessimoz
Objet JO, quelles incidences financières de la répartition des frais de sécurité?
Date 14.05.2018
Numéro 4.0304

Actualité de l'événement

Le 5 mai 2018, le journal der Bund a publié l'information selon laquelle les coûts de sécurité liés à Sion 2026 seraient assumés exclusivement par les cantons concernés. Il en résulte pour ces derniers une augmentation de leur part respective. Cette information est nouvelle car la question de la répartition des coûts de sécurité était en suspend; elle revêt une actualité importante dans le cadre de la campagne de votation actuelle.

Imprévisibilité

L'information relative à la répartition des frais de sécurité n'était pas connue jusqu'ici et ne pouvait l'être avant que la presse n'en fasse état.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le peuple valaisan se prononce le 10 juin prochain sur un crédit de 100 millions en faveur des JO. Celui-ci comprend notamment la part cantonale valaisanne consacrée à la sécurité. Compte tenu de la nouvelle répartition évoquée, le Conseil d'Etat doit immédiatement – avant la votation – informer le parlement et la population des incidences de la nouvelle répartition sur la participation financière valaisanne.

Le 5 mai 2018, le journal bernois le Bund publiait un article relatif à la répartition des coûts de sécurité des JO. Le Conseiller d'Etat Christoph Ammann y indique que le montant à charge du canton sera probablement plus élevé (*«Stand heute, mit den neusten Zahlen, die erst im Entwurf vorliegen, gehen wir von höheren Kosten aus»*). La raison en est que la Conférence des gouvernements cantonaux a décidé récemment que les frais de sécurité des JO seront supportés exclusivement par les cantons concernés.

Les autres cantons ne supporteront aucun frais en la matière. Autrement dit, si ces derniers envoient des policiers sur les sites des JO, ils ne le feront pas gratuitement. Dès lors, le calcul de la répartition des coûts doit être revu, les cantons concernés voyant leur part relative et relative augmenter. Le Conseiller d'Etat bernois est, par contre, incapable d'estimer à ce jour le montant du surcoût. Selon le journal, cette information ne devrait être connue qu'en juillet prochain.

Le texte de l'article peut être consulté à l'adresse suivante:

<https://www.derbund.ch/bern/kanton/olympia-wird-fuer-bern-teurer-als-gedacht/story/14224631>

Le 10 juin prochain, la population valaisanne est invitée à voter sur un crédit de 100 millions en faveur des JO Sion 2026. Ce montant, approuvé par le Grand Conseil, comprend 40 millions à titre de part valaisanne aux frais de sécurité. Les propos du Conseiller d'Etat Ammann dans le Bund, concernant la répartition des frais de sécurité, indiquent que les cantons concernés verront leurs frais respectifs augmenter. Cela ne concerne pas seulement le canton de Berne, mais également celui du Valais.

Conclusion

En prévision de la votation du 10 juin prochain, le Conseil d'Etat est appelé à confirmer ou préciser les propos tenus par leur homologue bernois quant à la répartition des frais de sécurité pour les JO. Compte tenu de la répartition adoptée par la Conférence des gouvernements cantonaux, il s'agit d'informer le parlement et la population valaisanne sur la part respective qui incombera finalement au canton du Valais et sur les coûts relatifs supplémentaires que cela implique.

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Les Verts, durch Thierry Largey und Céline Dessimoz
Gegenstand Olympische Winterspiele: Wie sehen die finanziellen Auswirkungen der Aufteilung der Sicherheitskosten aus?
Datum 14.05.2018
Nummer 4.0304

Aktualität des Ereignisses

Am 5. Mai 2018 war in der Zeitung «Der Bund» zu lesen, dass die mit Sion 2026 verbundenen Sicherheitskosten ausschliesslich von den betroffenen Kantonen getragen würden. Daraus ergibt sich für letztere eine Erhöhung ihres jeweiligen Anteils. Diese Information ist neu, da die Frage der Aufteilung der Sicherheitskosten noch nicht entschieden war; im Rahmen der aktuellen Abstimmungskampagne ist sie von besonderer Bedeutung.

Unvorhersehbarkeit

Die Information über die Aufteilung der Sicherheitskosten war bislang nicht bekannt und konnte vor der Berichterstattung in den Medien auch nicht bekannt werden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Das Walliser Stimmvolk wird sich am kommenden 10. Juni über einen Kredit von 100 Millionen Franken zugunsten der Olympischen Winterspiele äussern. Dieser Betrag beinhaltet insbesondere den Anteil des Wallis an den Sicherheitskosten. Angesichts der erwähnten neuen Kostenaufteilung muss der Staatsrat das Parlament und die Bevölkerung unverzüglich – d. h. vor der Abstimmung – über die Auswirkungen dieser neuen Kostenaufteilung auf die finanzielle Beteiligung des Wallis informieren.

Am 5. Mai 2018 hat die Berner Zeitung «Der Bund» einen Artikel zur Aufteilung der Sicherheitskosten der Olympischen Winterspiele veröffentlicht. Darin präzisiert Regierungsrat Christoph Ammann, dass der Betrag zulasten des Kantons wahrscheinlich höher ausfallen werde («*Stand heute, mit den neusten Zahlen, die erst im Entwurf vorliegen, gehen wir von höheren Kosten aus*»). Grund dafür sei, dass die Konferenz der Kantonsregierungen kürzlich entschieden habe, dass die Sicherheitskosten der Olympischen Winterspiele ausschliesslich von den betroffenen Kantonen getragen würden.

Die anderen Kantone würden keine diesbezüglichen Kosten übernehmen. Mit anderen Worten: Schicken diese Kantone Polizisten an die Austragungsorte, werden sie dies nicht gratis tun. Nun muss die Berechnung der Kostenaufteilung korrigiert werden, da der relative Anteil der betroffenen Kantone steigt. Die Mehrkosten kann der Berner Regierungsrat gegenwärtig jedoch nicht beziffern. Laut der Zeitung sollten diese Zahlen erst im Juli vorliegen.

Der Zeitungsartikel kann unter der folgenden Adresse abgerufen werden:

<https://www.derbund.ch/bern/kanton/olympia-wird-fuer-bern-teurer-als-gedacht/story/14224631>

Am kommenden 10. Juni wird das Walliser Stimmvolk über einen Kredit von 100 Millionen Franken zugunsten der Olympischen Winterspiele abstimmen. Dieser vom Grosse Rat angenommene Betrag umfasst 40 Millionen Franken als Walliser Anteil an den Sicherheitskosten. Die Äusserungen von Regierungsrat Ammann in der Zeitung «Der Bund» zur Aufteilung der Sicherheitskosten weisen darauf hin, dass die jeweiligen Kosten der betroffenen Kantone steigen werden. Dies betrifft nicht nur den Kanton Bern, sondern auch den Kanton Wallis.

Schlussfolgerung

Im Hinblick auf die Abstimmung vom kommenden 10. Juni wird der Staatsrat aufgefordert, die Äusserungen des Berner Regierungsrats zur Aufteilung der Sicherheitskosten der Olympischen Winterspiele zu bestätigen oder zu präzisieren. Angesichts der von der Konferenz der Kantonsregierungen angenommenen Kostenaufteilung gilt es, das Parlament und die Walliser Bevölkerung über den Kostenanteil zu informieren, der schliesslich zulasten des Kantons Wallis gehen wird, sowie über die damit einhergehenden relativen Mehrkosten.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Thierry Largey, Les Verts, Cyrille Fauchère, UDC, et Emmanuel Amoos, AdG/LA
Objet Quelles conséquences pour la gestion financière des JO par une association ou une SA?
Date 14.05.2018
Numéro 4.0305

Actualité de l'événement

Les acteurs de l'organisation des JO Sion 2026 tels que la Ville de Sion, le Canton et Swiss Olympic n'ont annoncé que lundi 7 mai leur intention de signer conjointement le contrat de ville-hôte tout en déléguant l'organisation des jeux olympiques 2026 à une association ou une SA dont ils feraient partie et qui assumerait la responsabilité financière sur sa fortune propre.

Imprévisibilité

L'information n'était pas prévisible dès lors que l'engagement du Canton du Valais à signer le contrat olympique ainsi que le mode de gestion de la responsabilité financière ont été explicités et officialisés lors de la conférence de presse du 7 mai dernier.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Dans la mesure où le Grand Conseil n'a pas mandaté le Conseil d'Etat et dans la mesure où le Grand Conseil n'a pas donné le cadre financier au Conseil d'Etat sur cette nouveauté, il est impératif d'avoir des éclaircissements sur le respect des compétences financières de chaque institution et de prendre les mesures nécessaires pour que les compétences de chaque institution soient respectées.

Lors de la participation de Monsieur le conseiller d'Etat Frédéric Favre à la conférence de presse organisée conjointement par Swiss Olympic, la Ville de Sion et le Canton du Valais, il a été annoncé que ces trois entités avaient l'intention de créer une association ou une SA dont ils feraient partie et qui assumerait la responsabilité financière sur sa fortune propre.

Considérant la décision du parlement cantonal lors la session de mars 2018 portant sur un crédit de 100 millions en faveur des JO 2026, se posent plusieurs questions:

1. Sur quelle base légale et financière le Gouvernement valaisan peut-il s'engager à signer le contrat olympique?
2. Quel est le montant prévisible de la participation financière du canton à fortune de l'association ou de la SA?
3. Qui du Gouvernement valaisan siègera au comité de l'association ou au Conseil d'Administration de la SA?
4. Quelle est le cadre et l'étendue du mandat qui serait confié au représentant de l'Etat du Valais dans ces entités?
5. Quelles compétences aurait cette personne en dehors du strict mandat qu'elle recevrait?
6. Quel serait ce mandat et le mandataire assumerait-il «ad personam» la responsabilité qui serait la sienne dans la SA ou dans l'association?
7. Dans le cas où un fournisseur s'adressait à l'association/SA en faillite, quelle serait la responsabilité personnelle du représentant de l'Etat du Valais?
8. Dans le cas où ce montage d'association/SA voyait le jour, cette nouvelle entité assumerait aussi le déficit dû aux investissements dans les autres cantons ou a-t-on prévu de démarcher les autres cantons organisateurs pour qu'ils soient aussi membres de cette nouvelle entité?
9. Le Conseil d'Etat a-t-il envisagé que la mise en faillite en l'association ou de la SA en raison de surcoûts excédant la fortune de celle-ci puisse conduire à ne pas payer des employés et des entreprises locales ayant œuvré pour les JO? Est-il prêt à assumer cette situation?
10. Considérant que le cadre de la votation cantonale du 10 juin prochain a été définitivement délimité par la décision du Grand Conseil, les divers éléments annoncés à la presse n'ont-ils pas pour effet de modifier in extremis le cadre de cette votation en violation de la loi sur les droits politiques au risque de tromper les citoyens valaisans?

Conclusion

Compte tenu des informations diffusées en conférence de presse, lesquelles étaient inconnues du parlement au moment des délibérations relatives à la participation financière du canton aux JO 2026, le Conseil d'Etat est invité à répondre aux questions formulées ci-dessus.

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Thierry Largey, Les Verts, Cyrille Fauchère, UDC, und Emmanuel Amoos, AdG/LA
Gegenstand Auswirkungen der Delegation der Organisation der Olympischen Winterspiele an einen Verein oder eine AG
Datum 14.05.2018
Nummer 4.0305

Aktualität des Ereignisses

Die Stadt Sitten, der Kanton Wallis und Swiss Olympic liessen erst am Montag, 7. Mai verlauten, dass sie den Host-City-Vertrag gemeinsam unterzeichnen und die Organisation der Olympischen Winterspiele 2026 an einen Verein oder eine AG delegieren wollen, der/die mit dem eigenen Vermögen für ein allfälliges Defizit haftet und an dem/der diese drei Akteure beteiligt wären.

Unvorhersehbarkeit

Vor der Medienkonferenz vom vergangenen 7. Mai war nicht vorhersehbar, dass der Kanton Wallis den Host-City-Vertrag unterzeichnen und die finanzielle Verantwortlichkeit auf diese Weise regeln will.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Der Grosse Rat hat dem Staatsrat keinen diesbezüglichen Auftrag erteilt und der Grosse Rat hat dem Staatsrat auch keinen entsprechenden Finanzrahmen vorgegeben. Folglich müssen die Einhaltung der Finanzkompetenzen jeder Institution geklärt und die nötigen Massnahmen zu deren Einhaltung ergriffen werden.

An der von Swiss Olympic, Stadt Sitten und Staat Wallis gemeinsam durchgeführten Medienkonferenz, an der auch Staatsrat Frédéric Favre teilnahm, wurde angekündigt, dass ein Verein oder eine AG gegründet werden soll, an dem/der diese drei Partner beteiligt wären und der/die mit dem eigenen Vermögen für ein allfälliges Defizit haften würde.

Vor dem Hintergrund des vom Kantonsparlament in der Märzsession 2018 gefassten Beschlusses über einen Kredit von 100 Millionen Franken zugunsten der Olympischen Winterspiele 2026 stellen sich mehrere Fragen:

1. Gestützt auf welche rechtliche und finanzielle Grundlage kann sich die Walliser Regierung dazu verpflichten, den Host-City-Vertrag zu unterzeichnen?
2. Mit welchem Betrag wird sich der Kanton am Vermögen des Vereins oder der AG voraussichtlich beteiligen?
3. Welches Mitglied der Walliser Regierung wird im Vorstand des Vereins oder im Verwaltungsrat der AG Einsitz nehmen?
4. Wie sehen Rahmen und Umfang des Mandats des Vertreters des Staates Wallis in diesem Verein/dieser AG aus?
5. Welche Kompetenzen hätte diese Person ausserhalb ihres eigentlichen Mandats?
6. Wie würde dieses Mandat konkret aussehen und würde der Mandatsnehmer seine Verantwortung innerhalb der AG oder des Vereins «ad personam» wahrnehmen?
7. Welches wäre der Umfang der persönlichen Haftung des Vertreters des Staates Wallis, falls ein Lieferant allfällige Forderungen gegenüber dem konkursiten Verein/der konkursiten AG geltend machen würde?
8. Würde dieser Verein/diese AG, falls er/sie denn gegründet wird, auch für das Defizit infolge der Investitionen in den anderen Kantonen geradestehen oder will man an die übrigen Durchführungskantone gelangen, damit auch sie sich an diesem Verein/dieser AG beteiligen?
9. Hat der Staatsrat die Möglichkeit in Erwägung gezogen, dass der Konkurs des Vereins/der AG aufgrund von Mehrkosten, die das Vermögen übersteigen, dazu führen könnte, dass die im Rahmen der Olympischen Winterspiele beschäftigten Personen und lokalen Unternehmen nicht bezahlt werden? Wie gedenkt er eine solche Situation zu bewältigen?
10. Mit dem Beschluss des Grossen Rates wurde der Rahmen für die kantonale Abstimmung vom kommenden 10. Juni definitiv abgesteckt. Führen die nun in den Medien angekündigten Tatsachen nicht dazu, dass dieser Rahmen in letzter Minute wieder geändert wird, was eine Verletzung des Gesetzes über die politischen Rechte und eine allfällige Irreführung der Walliser Bürgerinnen und Bürger darstellt?

Schlussfolgerung

In Anbetracht der in der Medienkonferenz verbreiteten Informationen, die dem Parlament zum Zeitpunkt der Beratungen über die finanzielle Beteiligung des Kantons an den Olympischen Winterspielen 2026 nicht bekannt waren, fordern wir den Staatsrat auf, die obigen Fragen zu beantworten.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Cyrille Fauchère, UDC, et Bruno Perroud, UDC
Objet JO 2026, s'assurer pour se rassurer
Date 14.05.2018
Numéro 4.0306

Actualité de l'événement

Conférence de presse de l'Etat du Valais, de la Ville de Sion et de Swiss Olympic du 7 mai dernier.

Imprévisibilité

Annonce de la conclusion d'une assurance perte de gain à hauteur de 300 millions.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le coût de la prime pourrait impacter à la hausse le montant global des 100 millions soumis en votation populaire le 10 juin prochain.

Lors de la conférence de presse organisée par l'Etat du Valais, la Ville de Sion et Swiss Olympic, les promoteurs du projet ont annoncé la conclusion «d'une assurance en cas de dépassement des frais, avec une couverture de 300 millions de francs».

Conclusion

Cette annonce génère certaines questions auxquelles le Conseil d'Etat est invité à répondre.

- Quelle compagnie d'assurance est disposée à conclure une telle assurance?
- Existe-t-il, à défaut d'une police déjà conclue, au moins une proposition d'assurance ou cette assurance n'existe-t-elle que dans le communiqué de presse du 7 mai?
- Quel serait le montant de la prime?
- Ce montant figure-t-il au budget des JO Sion 2026?
- Ce montant viendra-t-il s'ajouter à la demande de crédit de 100 millions soumise en votation populaire?
- Le principe du contrat d'assurance, comme celui du contrat que l'Etat s'est engagé à signer, a-t-il été soumis aux services de l'Etat?
- Si oui, quelles ont été leurs interprétations et/ou conclusions?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Cyrille Fauchère, UDC, und Bruno Perroud, UDC
Gegenstand Olympische Winterspiele 2026: auf Nummer sicher gehen
Datum 14.05.2018
Nummer 4.0306

Aktualität des Ereignisses

Medienkonferenz von Staat Wallis, Stadt Sitten und Swiss Olympic vom vergangenen 7. Mai.

Unvorhersehbarkeit

Ankündigung des Abschlusses einer Defizitversicherung in der Höhe von 300 Millionen Franken.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Prämienkosten könnten den Gesamtbetrag von 100 Millionen Franken, über den das Volk am kommenden 10. Juni abstimmt, in die Höhe treiben.

An der Medienkonferenz von Staat Wallis, Stadt Sitten und Swiss Olympic wurde angekündigt, dass «für den Fall einer Kostenüberschreitung eine Versicherung mit einer Deckung von 300 Millionen Franken» abgeschlossen werde.

Schlussfolgerung

Diese Ankündigung wirft eine Reihe von Fragen auf, die wir nachstehend an den Staatsrat richten:

- Welche Versicherungsgesellschaft ist bereit, eine solche Versicherung abzuschliessen?
- Wurde diese Versicherung bereits abgeschlossen oder liegt zumindest ein Versicherungsantrag vor oder existiert diese Versicherung bislang nur in der Medienmitteilung vom 7. Mai?
- Wie hoch würde die Prämie ausfallen?
- Erscheint dieser Betrag im Budget der Olympischen Winterspiele Sion 2026?
- Kommt dieser Betrag zum Kredit von 100 Millionen Franken, über den am 10. Juni abgestimmt wird, hinzu?
- Wurde der Grundsatz dieses Versicherungsvertrags, wie auch jener des Host-City-Vertrags, den der Staat unterzeichnen will, den Dienststellen des Staates unterbreitet?
- Falls ja, wie sind ihre Stellungnahmen und/oder Schlussfolgerungen ausgefallen?

INTERPELLATION URGENTE

Auteur PDCB, par Laurent Rey, Muriel Favre-Torelloz, Yannick Ruppen (suppl.) et Mathieu Giroud (suppl.)
Objet Fermeture du dernier guichet de la gare CFF de St-Maurice: un non-sens
Date 14.05.2018
Numéro 5.0327

Actualité de l'événement

L'annonce par voie de presse de la fermeture du guichet a été faite fin mars dernier et la fermeture du guichet de la gare de St-Maurice est prévue pour le 30 juin prochain.

Imprévisibilité

Avant l'annonce par voie de presse, le projet de fermeture du guichet n'était pas connu.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La fermeture du guichet de la gare de St-Maurice est prévue pour le 30 juin prochain. Le canton du Valais se doit de réagir face à la décision d'une régie fédérale qui prend cette décision uniquement pour des raisons économiques propres sans penser aux conséquences pour la région concernée.

Fin mars dernier, on apprenait, par voie de presse, que les CFF avaient décidé de fermer définitivement le dernier guichet de la gare de St-Maurice le 30 juin prochain. Cette gare, lieu de jonction avec la ligne du Tonkin, lieu d'arrêt de trains directs, que des centaines d'étudiants utilisent quotidiennement, est la seule du Chablais valaisan à offrir les services d'un personnel CFF sur l'axe du Simplon. Avec sa fermeture, il n'y aura plus de gare ouverte entre Aigle et Martigny sur cet axe ferroviaire, si important pour tout le Valais.

A l'heure de la ré-ouverture programmée du RER Sud-Léman, et où le Valais se plaît à rêver de Jeux Olympiques 2026 voulant miser sur le développement durable, la décision des CFF, uniquement basée sur des arguments de rentabilité économique insuffisante, ne peut que choquer : cette grande régie fédérale ne devrait pas oublier qu'elle est avant tout au service de la population et que son rôle consiste aussi à participer au développement touristique des régions, dont le Chablais valaisan.

Conclusion

Pour toutes ces raisons, M. le conseiller d'Etat Jacques Melly est invité à répondre aux questions suivantes:

- Est-ce qu'un contact entre le Conseil d'Etat valaisan et les CFF a été établi pour rediscuter de l'avenir de la gare de St-Maurice
- Est-ce qu'un maintien d'un guichet ouvert à temps partiel serait possible?
- La décision de fermeture du dernier guichet de la gare de St-Maurice est-elle définitive, ou une réouverture pourrait-elle être envisagée si les besoins devaient évoluer à l'avenir (par exemple en raison d'une augmentation de besoins suite à la remise en service de la ligne du Tonkin dans la région Sud-Léman) ?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber	PDCB, durch Laurent Rey, Muriel Favre-Torelloz, Yannick Ruppen (Suppl.) und Mathieu Giroud (Suppl.)
Gegenstand	Schliessung des SBB-Bahnhofsschalters in St-Maurice: Was für ein Unsinn!
Datum	14.05.2018
Nummer	5.0327

Aktualität des Ereignisses

Die Schliessung des SBB-Bahnhofsschalters in St-Maurice wurde Ende März 2018 in den Medien angekündigt und ist per 30. Juni 2018 vorgesehen.

Unvorhersehbarkeit

Die vorgesehene Schalterschliessung war vor der Ankündigung in den Medien nicht bekannt.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Schliessung des SBB-Bahnhofsschalters in St-Maurice ist per 30. Juni 2018 vorgesehen. Angesichts dieser Entscheidung, die vom Regiebetrieb des Bundes aus rein betriebswirtschaftlichen Gründen und ohne Berücksichtigung der Konsequenzen für die betroffene Region gefällt wurde, muss der Kanton Wallis handeln.

Ende März 2018 berichteten die Medien darüber, dass die SBB die definitive Schliessung des Bahnhofsschalters in St-Maurice per 30. Juni 2018 beschlossen habe. Dieser Bahnhof, der die Tonkin-Linie mit der Simplon-Linie verbinden soll und an dem Schnellzüge (InterRegio-Züge) halten, wird tagtäglich von Hunderten von Studierenden benutzt und ist der einzige Bahnhof des Walliser Chablais auf der Simplon-Linie mit einem bedienten Schalter. Falls dieser Schalter geschlossen wird, wird es zwischen Aigle und Martigny keinen bedienten Bahnhof auf dieser für das ganze Wallis so wichtigen Bahnstrecke mehr geben.

Angesichts der Tatsache, dass die Wiedereröffnung der Tonkin-Linie (S-Bahn-Linie am Südufer des Genfersees) geplant ist und das Wallis mit dem Projekt Sion 2026 von nachhaltigen Olympischen Winterspielen träumt, ist der ausschliesslich durch die ungenügende Wirtschaftlichkeit begründete Entscheid der SBB umso schockierender. Dieser grosse Regiebetrieb des Bundes sollte nicht aus den Augen verlieren, dass er in erster Linie im Dienste der Bevölkerung steht und seine Rolle auch darin besteht, zur touristischen Entwicklung der verschiedenen Regionen, einschliesslich des Walliser Chablais, beizutragen.

Schlussfolgerung

Aufgrund dieser Feststellungen wollen wir von Staatsrat Melly Folgendes wissen:

- Bestehen Kontakte zwischen dem Walliser Staatsrat und der SBB, um die Frage der Zukunft des Bahnhofs St-Maurice erneut zu erörtern?
- Ist die Beibehaltung eines teilzeitlich geöffneten Schalters denkbar?
- Ist der Entscheid zur Schliessung des SBB-Bahnhofsschalters in St-Maurice definitiv oder ist eine allfällige Wiedereröffnung im Falle einer Veränderung der Bedürfnisse denkbar (z. B. Zunahme der Bedürfnisse infolge der Wiedereröffnung der Tonkin-Linie)?

POSTULAT URGENT

Auteur Les Verts, par Emmanuel Revaz, Nathalie Cretton, Jérôme Fournier (suppl.) et Gwénohé Blanchet (suppl.)
Objet La gare de St-Maurice doit être traitée à la hauteur de son positionnement stratégique pour le Chablais et le Valais
Date 14.05.2018
Numéro 5.0328

Actualité de l'événement

Les CFF viennent de communiquer leur décision de fermer l'unique guichet de la gare de St-Maurice. Cette décision a été annoncée par voie de presse en mars 2018, après la dernière session du Grand Conseil.

Imprévisibilité

La fermeture du guichet de la gare de St-Maurice n'était pas prévisible car aucune communication antérieure portant sur cette décision et sur son calendrier d'exécution n'avait été portée à la connaissance du canton ou de la commune.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La fermeture est prévue pour juin 2018. Sans réaction urgente de la part du canton, cette décision sera mise en œuvre telle quelle par les CFF.

Les CFF viennent d'annoncer la fermeture de l'unique guichet de la gare de St-Maurice pour le mois de juin prochain.

Les motifs invoqués sont naturellement d'ordre économique: les habitudes des voyageurs changent, l'achat des billets se fait aujourd'hui majoritairement via l'application pour smartphone, et la fréquentation des guichets est une pratique en nette perte de vitesse.

Ces faits ne sont naturellement pas contestables, et la décision des CFF de fermer ce point de vente relève de l'activité opérationnelle de l'entreprise.

Au-delà de cette réalité, il y a cependant un enjeu qui dépasse le cadre local, pour atteindre un niveau d'intérêt régional et cantonal. Il serait grave de considérer cette situation sous un angle réducteur, et d'en minimiser ainsi les implications à plus large échelle.

La position stratégique de la gare de St-Maurice pour le transport ferroviaire en vallée du Rhône n'est plus à démontrer. Située à l'entrée du Valais, un grand nombre de trains directs IR s'y arrêtent. Elle est au cœur d'un flux quotidien de 6000 voyageurs, dont plus de 1000 étudiants. Elle est l'une des têtes de pont de la ligne du Tonkin, dont la réouverture jusqu'à Evian est aujourd'hui à l'étude (RER Léman Sud). Dès décembre 2018, les Regio Express (RE) circulant sur territoire vaudois seront prolongés jusqu'à St-Maurice, positionnant ainsi cette gare comme un point stratégique du réseau de transport donnant accès au futur Hôpital du Chablais.

Le nouveau plan directeur cantonal (fiche D2) considère logiquement la gare de St-Maurice comme une interface d'échange modal, au même titre que les gares de Monthey, Martigny, Sion, Sierre, Leuk, Visp et Brig. Le principe 4 de la même fiche demande "d'utiliser au mieux les interfaces de transport pour en faire des lieux d'échanges attractifs et des centres d'activités".

Nous ne sommes donc pas en train d'évoquer la fermeture d'un guichet de campagne.

La fermeture de ce guichet a une portée qui s'inscrit de facto plus loin que la simple suppression d'une prestation unique. Dans le cas présent, l'enjeu est donc le suivant: le canton du Valais doit-il accepter une décision qui risque de compromettre l'attractivité et les activités d'un site névralgique tel que la gare de St-Maurice? Au niveau suisse, on sait que la dynamique voulue par l'ex-régie fédérale est à une fermeture massive des guichets, même lorsqu'il s'agit de points de vente gérés par des tiers: 52 d'entre eux sont menacés à court terme, leur survie ne tenant qu'à un moratoire courant jusqu'en 2020. Aujourd'hui, nous parlons de la gare de St-Maurice, mais demain il sera peut-être question d'autres gares de la plaine du Rhône, identifiées et voulues comme interfaces d'échanges modaux dans notre vision territoriale.

Conclusion

En conclusion, nous demandons au Conseil d'Etat:

- d'effectuer rapidement les démarches nécessaires auprès des CFF pour rediscuter l'avenir de l'accueil des voyageurs en gare de St-Maurice et pour trouver une solution durable satisfaisante, qui soit en adéquation avec le flux substantiel de voyageurs;
- d'exercer tout son poids pour obtenir le maintien et le développement des prestations de cette gare, en lien avec les besoins actuels et futurs, et concordantes avec la vision globale des transports à l'échelle du canton.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber	Les Verts, durch Emmanuel Revaz, Nathalie Cretton, Jérôme Fournier (Suppl.) und Gwénolé Blanchet (Suppl.)
Gegenstand	Der Bahnhof St-Maurice muss gemäss seiner strategischen Bedeutung für das Chablais und das Wallis behandelt werden
Datum	14.05.2018
Nummer	5.0328

Aktualität des Ereignisses

Die SBB hat die Schliessung des einzigen Bahnhofsschalters in St-Maurice beschlossen. Dieser Entscheid wurde im März 2018 nach der letzten Grossratssession in den Medien bekannt gegeben.

Unvorhersehbarkeit

Diese Schliessung war nicht vorhersehbar, da weder der Kanton noch die betroffene Gemeinde über diesen Entscheid und den Zeitplan für dessen Umsetzung informiert worden waren.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Schliessung ist für Juni 2018 vorgesehen. Ohne umgehende Reaktion des Kantons wird dieser Entscheid wie von der SBB angekündigt umgesetzt.

Die SBB hat unlängst die Schliessung des einzigen Bahnhofsschalters in St-Maurice für Juni 2018 angekündigt.

Die angeführten Gründe für diese Schliessung sind selbstverständlich wirtschaftlicher Natur: Die Gewohnheiten der Reisenden verändern sich, die Billette werden heutzutage vorwiegend via Smartphone-App gekauft und die Schalter werden immer weniger benutzt.

Diese Tatsachen sind natürlich unbestreitbar und der Entscheid, diesen Schalter zu schliessen, wurde von der SBB im Rahmen ihrer operativen Tätigkeit gefällt.

Allerdings hat dieser Entscheid nicht nur eine lokale Tragweite. Er hat auch Konsequenzen von regionaler und kantonaler Bedeutung. Es wäre ein ernsthafter Fehler, diese Situation nur unter einem eingeschränkten Blickwinkel zu betrachten und die weiterreichenden Folgen dieses Entscheids zu minimieren.

Die strategische Bedeutung des Bahnhofs St-Maurice für den Bahnverkehr im Wallis ist unbestritten. Aufgrund seiner Lage am Eingang des Rhonetals halten zahlreiche InterRegio (IR) in St-Maurice. Über den Bahnhof St-Maurice verkehren täglich rund 6'000 Reisende, darunter über 1'000 Studierende. Es ist auch vorgesehen, dass er als Endstation der Tonkin-Linie (S-Bahn-Linie am Südufer des Genfersees) dienen soll, deren Wiedereröffnung bis nach Evian gegenwärtig geprüft wird. Ab Dezember 2018 werden die RegioExpress (RE), die im Waadtland verkehren, bis nach St-Maurice fahren, was diesen Bahnhof zu einem strategischen Element des ÖV-Netzes, das insbesondere zum künftigen Spital des Chablais führt, machen wird.

Der neue kantonale Richtplan (Blatt D.2) betrachtet den Bahnhof St-Maurice logischerweise als multimodale Umsteigeinfrastruktur, genauso wie die Bahnhöfe Monthey, Martigny, Sitten, Leuk, Visp und Brig. Der Grundsatz 4 dieses Blatts empfiehlt, dass «die Umsteigepunkte als attraktive Orte der Begegnung und als Dienstleistungszentren bestmöglich genutzt werden».

Hier geht es also nicht um die Schliessung des Schalters irgendeines Landbahnhofs.

Die Schliessung dieses Schalters hat nicht bloss die Aufhebung einer bestimmten Leistung zur Folge. Im vorliegenden Fall stellt sich folgende Frage: Ist der Kanton Wallis bereit, eine Entscheidung hinzunehmen, die die Attraktivität und den Betrieb eines strategisch wichtigen Bahnhofs gefährdet? Es ist allgemein bekannt, dass die massive und landesweite Schliessung von Schaltern Teil der Strategie des Regiebetriebs ist – eine Strategie, die auch von Dritten betriebene Verkaufsstellen betrifft. 52 Schalter sind kurzfristig von einer Schliessung bedroht. Nur dank eines Moratoriums bleiben sie bis 2020 geöffnet. Heute ist vom Bahnhof St-Maurice die Rede. Morgen wird es vielleicht um andere Bahnhöfe des Rhonetals gehen, die in unserem Richtplan als multimodale Umsteigeinfrastrukturen anerkannt wurden.

Schlussfolgerung

Abschliessend fordern wir den Staatsrat auf

- möglichst rasch die nötigen Schritte bei der SBB zu unternehmen, um die Frage der Dienstleistungen für die Reisenden am Bahnhof St-Maurice erneut auf den Tisch zu bringen und eine nachhaltige und befriedigende Lösung zu finden, die dem beträchtlichen Personenverkehrsvolumen Rechnung trägt;
- sein ganzes politisches Gewicht in die Waagschale zu werfen, damit die an diesem Bahnhof erbrachten Dienstleistungen im Einklang mit den gegenwärtigen und künftigen Bedürfnissen sowie mit der globalen Verkehrsstrategie des Kantons beibehalten und ausgebaut werden.

POSTULAT URGENT

Auteur AdG/LA, par Madeline Heiniger, Blaise Carron, Emmanuel Amoos et Alexandre Coutaz (suppl.)
Objet Non à la suppression du point de vente de la gare CFF de Saint-Maurice. Pour le maintien des prestations actuelles dans les gares situées sur le territoire du canton!
Date 14.05.2018
Numéro 5.0329

Actualité de l'événement

La suppression du point de vente de la gare de Saint-Maurice est annoncée pour juin 2018

Imprévisibilité

Nous apprenons que le canton a des projets architecturaux pour la gare – mais, quid du guichet CFF agaunois?

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Nous demandons une réaction immédiate du Conseil d'Etat en vue du maintien du point de vente de la gare de Saint-Maurice

Le Service public de qualité et de proximité est en nette régression en Valais ces dernières années.

Prenons l'exemple de la poste: depuis 2001, 24 bureaux de poste ont déjà été transformés en agences postales et 13 autres ont été fermés et remplacés par du service à domicile. Sur les 65 offices restant, la poste s'est engagée à en conserver 43 jusqu'en 2020 avec comme objectif de n'en garder que 25 à terme! Début avril, la poste a aussi annoncé la fermeture du guichet de Postfinance à Sion pour la fin de l'année.

Aux CFF aussi le processus de désertion du territoire est en marche depuis belle lurette. En effet, cela fait plusieurs années que dans les gares desservant le trafic régional uniquement (par exemple Chamoson, Ardon, Charrat, Vernayaz, etc.), il n'y a plus de service physique à la clientèle et que le seul interlocuteur des usagers est un automate à billets.

Par l'annonce, en début d'année, de leur volonté de fermer le point de vente de Saint-Maurice, les CFF passent à la vitesse supérieure. En privant de service à la clientèle une gare comme celle de Saint-Maurice, en la transformant en gare-fantôme, les CFF font un pas de plus vers la déshumanisation des transports publics. Ils s'attaquent cette fois à une gare de correspondance (ligne du Tonkin) et à une gare qui accueille des trains directs, Saint-Maurice étant la porte d'entrée des trains en Valais.

Par ailleurs, la gare agaunoise jouera un rôle important lors de la réactivation de la ligne RER Sud-Léman qui permettra de rallier Genève au Valais par la France. En effet, c'est à Saint-Maurice qu'aura lieu la jonction de cette nouvelle ligne avec celle du Simplon.

Cet abandon de la gare de Saint-Maurice ne devrait heureusement pas avoir de conséquence sur les emplois, mais il n'en demeure pas moins que sans présence physique d'employés des CFF, connus pour leur compétence et leur amabilité, le service à la clientèle en sera grandement dégradé. Par ailleurs le sentiment d'abandon et d'insécurité ne pourra que se développer chez les usagers.

Par ce postulat urgent nous tenons à solliciter une intervention des autorités politiques cantonales.

Conclusion

Nous demandons donc:

- Que le Conseil d'Etat entreprenne des démarches auprès des CFF afin d'empêcher cette fermeture d'autant plus incompréhensible que depuis quelques années Saint-Maurice développe une offre touristique attrayante. Si le maintien de l'ensemble des prestations actuelles devait ne pas être possible, il serait néanmoins impératif de garantir une présence humaine dans la gare sous une forme à définir afin de pouvoir assurer un service minimum de renseignement et de soutien à la clientèle peu à l'aise avec les automates ou autres moyens de substitution (application, Internet).
- Plus largement, que le Conseil d'Etat obtienne un engagement ferme de la part des CFF à ne procéder à aucune détérioration des prestations actuelles offertes dans les gares situées en Valais, par une suppression du service à la clientèle pratiqué jusqu'à maintenant par des employés des chemins de fer fédéraux.

DRINGLICHES POSTULAT

Urheber	AdG/LA, durch Madeline Heiniger, Blaise Carron, Emmanuel Amoos und Alexandre Coutaz (Suppl.)
Gegenstand	Nein zur Aufhebung des SBB-Bahnhofsschalters in Saint-Maurice. Für die Beibehaltung der aktuellen Dienstleistungen in den Walliser Bahnhöfen!
Datum	14.05.2018
Nummer	5.0329

Aktualität des Ereignisses

Die Aufhebung des SBB-Bahnhofsschalters in St-Maurice ist für Ende Juni 2018 geplant.

Unvorhersehbarkeit

Wir haben erfahren, dass der Kanton Umbauprojekte für den Bahnhof hat, was aber wird aus dem SBB-Bahnhofsschalter?

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Wir fordern eine umgehende Reaktion des Staatsrates hinsichtlich der Beibehaltung des SBB-Bahnhofsschalters in St-Maurice.

In den vergangenen Jahren hat der Service public im Wallis deutlich an Qualität und an Bürgernähe eingebüsst.

Die Post hat beispielsweise seit 2004 bereits 24 Poststellen in Postagenturen umgewandelt. 13 weitere Poststellen wurden geschlossen und durch einen Hausservice ersetzt. Die Post hat sich dazu verpflichtet, von den 65 verbleibenden Poststellen deren 43 bis 2020 beizubehalten. Schlussendlich soll diese Zahl allerdings auf 25 schrumpfen! Anfang April hat die Post zudem die Schliessung des Postfinance-Schalters in Sitten per Ende Jahr angekündigt.

Bei der SBB ist dieser Abbauprozess bereits seit geraumer Zeit im Gange. Seit mehreren Jahren gibt es in den einzig für den Regionalverkehr bestimmten Bahnhöfen (wie z. B. Chamoson, Ardon, Charrat, Vernayaz usw.) keinen bedienten Schalter mehr und der einzige Ansprechpartner der Reisenden ist ein Billetautomat.

Mit der zu Beginn des Jahres angekündigten Schliessung des Bahnhofsschalters in St-Maurice geht die SBB noch weiter. Indem sie im Bahnhof St-Maurice den Kundendienst aufhebt und ihn somit de facto zu einem Geisterbahnhof macht, macht die SBB einen weiteren Schritt in Richtung Entmenschlichung des ÖV. Diesmal hat die SBB einen Bahnhof im Visier, der verschiedene Eisenbahnlinien miteinander verbindet (Tonkin-Linie) und in dem Schnellzüge halten. St-Maurice ist denn auch sozusagen das bahntechnische Eingangstor ins Wallis.

Im Übrigen wird der Bahnhof St-Maurice eine wichtige Rolle im Rahmen der Wiedereröffnung der S-Bahn-Linie am Südufer des Genfersees spielen, die Genf mit dem Wallis über Frankreich verbinden wird. Der Bahnhof St-Maurice soll nämlich zum Bindeglied zwischen dieser neuen Linie und der Simplon-Linie werden.

Diese Schliessung des SBB-Bahnhofsschalters in St-Maurice sollte glücklicherweise keinen Stellenabbau nach sich ziehen. Das ändert jedoch nichts an der Tatsache, dass der Kundendienst ohne physische Präsenz des für seine Freundlichkeit und seine Kompetenz bekannten SBB-Personals stark an Qualität einbüssen wird. Zudem könnte bei den Bahnbenutzern der Eindruck entstehen, dass sie langsam aber sicher aufs Abstellgleis geschoben werden.

Mit diesem dringlichen Postulat möchten wir die politischen Behörden des Kantons zum Handeln auffordern.

Schlussfolgerung

Wir fordern deshalb:

- dass der Staatsrat die nötigen Schritte bei der SBB unternimmt, um diese Schliessung zu verhindern – eine Schliessung, die umso unverständlicher ist, als dass die Stadt St-Maurice seit einigen Jahren ein attraktives touristisches Angebot entwickelt. Sollte die Beibehaltung sämtlicher gegenwärtig angebotener Leistungen nicht möglich sein, muss wenigstens die Präsenz von SBB-Angestellten am Bahnhof (zu noch zu definierenden Modalitäten) gewährleistet werden, um den Reisenden, die mit den Automaten oder ähnlichen Hilfsmitteln (App, Website) nicht zurechtkommen, mit Rat und Tat zur Seite zu stehen
- dass der Staatsrat von der SBB die feste Zusage verlangt, dass die gegenwärtig in den Walliser Bahnhöfen angebotenen Dienstleistungen nicht abgebaut werden, indem der bislang vom SBB-Personal erbrachte Kundendienst aufgehoben wird.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur Eric Jacquod, UDC
Objet Dégâts au forêts protectrices: il est temps d'agir
Date 14.05.2018
Numéro 5.0330

Actualité de l'événement

Le mois d'avril a été très chaud. Les vols de bostryches sont exceptionnels

Imprévisibilité

On ne pouvait pas prévoir que le Département n'allait pas attribuer les budgets ordinaires et liés au postulat urgent accepté pour enrayer ce problème

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Si le bostryche n'est pas combattu rapidement, les dégâts vont s'amplifier

La semaine dernière, les arrondissements forestiers (SFCEP) ont informé les triages par des circulaires que 60% des crédits ordinaires ont été débloqués pour traiter les dégâts hivernaux en forêt. De ces circulaires ressort que le budget additionnel de Frs. 3 millions voté le 8 mars 2018 par une large majorité du Grand Conseil n'est toujours pas disponible. Cette situation est étonnante, car les travaux doivent être entrepris de toute urgence. En effet, les températures élevées pour la saison ont favorisé le développement du bostryche. Sachant que ces multiples foyers de bostryches vont causer d'autres dégâts et amplifier les dégâts de la tempête, il est étonnant que les fonds ne soient toujours pas disponibles.

Conclusion

Quelle est la stratégie du Département pour remettre en état les forêts protectrices sachant que les études doivent déboucher sur des actions pour être efficaces?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber Eric Jacquod, UDC
Gegenstand Schäden in den Schutzwäldern: Höchste Zeit zu handeln!
Datum 14.05.2018
Nummer 5.0330

Aktualität des Ereignisses

Im April war es sehr heiss. Ausserordentlich viele Borkenkäfer sind ausgeschwärmt.

Unvorhersehbarkeit

Er war nicht vorhersehbar, dass das Departement die ordentlichen Budgets im Zusammenhang mit dem vom Grossen Rat angenommenen dringlichen Postulat zu dieser Problematik nicht gewähren würde.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Wenn der Borkenkäfer nicht rasch bekämpft wird, wird das Ausmass der Schäden weiter zunehmen.

Letzte Woche haben die Forstkreise (DWFL) die Forstreviere mittels Kreisschreiben darüber informiert, dass 60 % der ordentlichen Kredite für die Behandlung der Winterschäden freigegeben wurden. Aus diesen Kreisschreiben geht hervor, dass der am 8. März vom Parlament mit grossem Mehr genehmigte Zusatzkredit von 3 Millionen Franken noch immer nicht verfügbar ist. Das ist angesichts der Dringlichkeit der Arbeiten doch sehr erstaunlich. Die für diese Jahreszeit hohen Temperaturen begünstigen nämlich die Vermehrung des Borkenkäfers. Angesichts der Tatsache, dass die zahlreichen Befallsherde zusätzliche Schäden verursachen und die Sturmschäden noch verschlimmern werden, ist es doch erstaunlich, dass die Mittel noch immer nicht verfügbar sind.

Schlussfolgerung

Welche Strategie gedenkt das Departement zu verfolgen, um die Schutzwälder wieder instand zu setzen und somit die Studien in die Tat umzusetzen?

RESOLUTION URGENTE

Auteur PDCB, par Joachim Rausis et Marianne Maret
Objet Fortes inquiétudes face à l'avenir de l'Agroscope de Châteauneuf-Conthey
Date 14.05.2018
Numéro 7.0076

Actualité de l'événement

Le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a communiqué après la session de mars, puis dans la presse dominicale du 13 ct.

Imprévisibilité

Il n'était pas prévisible que quelques mois après la décision du Grand Conseil de racheter l'Agroscope, la Berne fédérale annonce une réorganisation de la recherche agronomique.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le revirement de la stratégie fédérale laisse à penser que l'achat consenti par le Grand Conseil a été décidé sur des bases qui pourraient devenir caduques à court terme. Ce qui impliquerait la fermeture du site de recherche de Conthey, la disparition d'emplois et de manière générale la perte de la valeur ajoutée liée à la recherche.

L'Agroscope constitue l'organe officiel de la recherche agronomique de la Confédération. Près de 1000 collaborateurs sont actifs sur plusieurs sites, répartis dans différentes régions du pays, selon l'importance des sites de production.

En décembre 2017 notre Parlement a pris la décision d'octroyer un crédit de Frs. 6,6 millions afin d'acquérir le site valaisan dans le but de le pérenniser ainsi que ses emplois techniques et scientifiques. L'achat du domaine était lié à la conclusion d'un contrat de collaboration entre la Confédération et le Service de l'agriculture assurant le financement des travaux pour l'exploitation des cultures arboricoles nécessaires à la recherche agronomique. Ce contrat de collaboration de 400'000 francs par année est prévu pour une durée de 20 ans. La signature de ce contrat est liée à l'engagement de la Confédération à maintenir ses recherches agronomiques sur le site de Conthey sur 20 ans.

Or, nous avons appris que la Confédération souhaite restructurer l'Agroscope et concentrer les activités liées à la recherche fondamentale sur le site de Posieux (FR) en laissant de côté la recherche appliquée. De ce fait l'avenir de l'Agroscope de Châteauneuf-Conthey est remis en question.

Conclusion

Forts de ces constats, nous demandons au Conseil fédéral de revoir sa stratégie liée à l'avenir des Agroscoptes, en particulier celui sis sur notre territoire pour lequel il a pris des engagements contractuels lors du rachat par le canton du Valais.

DRINGLICHE RESOLUTION

Urheber PDCB, durch Joachim Rausis und Marianne Maret
Gegenstand Sorgen um die Zukunft von Agroscope in Châteauneuf-Conthey
Datum 14.05.2018
Nummer 7.0076

Aktualität des Ereignisses

Eine Mitteilung von Bundesrat Johann Schneider-Ammann in der Märzsession und anschliessend in der Presse vom Sonntag, 13. Mai.

Unvorhersehbarkeit

Es war nicht vorhersehbar, dass wenige Monate nach dem Entscheid des Grossen Rates, das Agroscope Forschungszentrum in Conthey zu kaufen, Bundesbern eine Reorganisation der landwirtschaftlichen Forschung ankündigt.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Die Kursänderung der Bundesstrategie lässt vermuten, dass der vom Grossen Rat gewährte Kauf auf einer Grundlage entschieden wurde, die in Kürze hinfällig werden könnte. Dies würde die Schliessung des Forschungszentrums in Conthey, einen Verlust von Arbeitsplätzen sowie allgemein des Mehrwerts im Zusammenhang mit der Forschung bedeuten.

Agroscope ist das Kompetenzzentrum des Bundes für landwirtschaftliche Forschung. Agroscope beschäftigt an mehreren Standorten in den verschiedenen Regionen des Landes rund 1000 Mitarbeitende, die sich auf unterschiedliche Forschungsthemen konzentrieren.

Im Dezember 2017 hat unser Parlament mit einer Kreditgewährung von 6,6 Mio. Franken den Erwerb des Walliser Standortes beschlossen, um seinen Erhalt sowie denjenigen der technisch-wissenschaftlichen Arbeitsplätze zu gewährleisten. Der Erwerb des Guts war an den Abschluss eines Zusammenarbeitsvertrags zwischen dem Bund und der Dienststelle für Landwirtschaft gekoppelt, in dem die Finanzierung der Arbeiten für die Bewirtschaftung der für die Agrarforschung nötigen Obstkulturen geregelt wird. Dieser Zusammenarbeitsvertrag in der Höhe von 400'000 Franken pro Jahr sieht eine Dauer von 20 Jahren vor. Die Unterzeichnung dieses Vertrags ist an die Zusage des Bundes geknüpft, seine Forschungstätigkeiten am Standort Conthey für weitere 20 Jahre weiterzuführen.

Nun haben wir aber erfahren, dass der Bund Agroscope umstrukturieren und die Grundlagenforschung in Posieux (FR) zusammenführen will und die angewandte Forschung dabei ausser Acht lässt. Folglich steht die Zukunft des Agroscope-Standorts in Châteauneuf-Conthey auf dem Spiel.

Schlussfolgerung

Basierend auf diesen Feststellungen fordern wir den Bundesrat auf, seine Strategie im Zusammenhang mit der Zukunft von Agroscope zu überdenken, insbesondere mit dem Walliser Standort, für den er sich beim Kauf durch den Kanton Wallis vertraglich verpflichtet hat.

RESOLUTION URGENTE

Auteur Comm. EE, par Grégory Logean, UDC, Gaby Fux-Brantschen, CVPO, Marcel Bayard, PDCC, et Nicole Carrupt, PLR
Objet Pour la cohésion nationale et le respect d'une procédure identique pour tous
Date 14.05.2018
Numéro 7.0077

Actualité de l'événement

Le 13 mars dernier, le Conseil national a décidé par 92 voix contre 87 de suivre la motion de Silva Semadeni demandant que le peuple suisse puisse se prononcer par référendum sur la candidature olympique de Sion 2026. Dans l'attente de la décision du Conseil des Etats, la question est au centre de l'actualité.

Imprévisibilité

La décision du Conseil national était imprévisible et cela d'autant que la motion Semadeni revient à changer les règles établies, et connues, en cours de processus.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le plénum des États traiterait la question lors de la session de septembre. Seul un traitement de la présente résolution via la procédure urgente permet de satisfaire à ce délai.

Le projet Sion 2026 est un projet suisse, qui implique plusieurs cantons et représente un exemple de collaboration confédérale, comme par le passé l'Eurofoot, l'exposition nationale du lac de Constance ou les JO dans les Grisons.

Or, un scrutin fédéral n'a pas été envisagé pour ces projets. Nous sommes très fiers de notre système de démocratie directe et nous soumettons bien évidemment au verdict des citoyennes et citoyens, y compris à celui du 10 juin prochain. Nous considérons cependant que la démarche de la motion Semadeni va à l'encontre de la cohésion du pays, à laquelle nous sommes attachés de toutes nos forces. Nous souhaitons que le Parlement agisse dans le cadre de procédures claires et identiques pour tous.

Conclusion

Dans cet esprit, en marge du traitement de la motion par le Conseil des Etats, nous tendons la main, par le biais de cette résolution, aux parlementaires de toutes régions et de toutes couleurs politiques, pour les inviter à ne pas lui donner suite. Aussi, nous les assurons de notre attachement aux valeurs qui ont fait la force et le succès de la Suisse.

DRINGLICHE RESOLUTION

Urheber	Komm. VE, durch Grégory Logean, UDC, Gaby Fux-Brantschen, CVPO, Marcel Bayard, PDCC, und Nicole Carrupt, PLR
Gegenstand	Für den nationalen Zusammenhalt und die Einhaltung eines identischen Verfahrens für alle
Datum	14.05.2018
Nummer	7.0077

Aktualität des Ereignisses

Am 13. März hat der Nationalrat mit 92 gegen 87 Stimmen entschieden, der Motion von Silva Semadeni Folge zu leisten. Mit dieser wird verlangt, dass sich die Schweizer Bevölkerung mittels Referendum zur Kandidatur von Sitten für die Olympischen Winterspiele 2026 äussern kann. In Erwartung des Ständeratsentscheids steht die Frage im Zentrum der Aktualität.

Unvorhersehbarkeit

Dieser Nationalratsentscheid war unvorhersehbar, zumal die Motion von Semadeni die bestehenden und bekannten Regeln während des Verfahrens ändern würden.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Das Plenum des Ständerats würde diese Frage während der Septembersession behandeln. Dieser Frist wird jedoch nur eine umgehende Behandlung der vorliegenden Resolution gerecht.

Sion 2026 ist ein Schweizer Projekt, das mehrere Kantone betrifft und ein Beispiel von eidgenössischer Zusammenarbeit darstellt – wie damals die EM 2008, die Landesausstellung oder die Olympischen Winterspiele in St. Moritz.

Für diese Veranstaltungen wurde allerdings keine eidgenössische Abstimmung vorgesehen. Wir sind sehr stolz auf unsere direkte Demokratie und befolgen natürlich den Willen der Bürgerinnen und Bürger, einschliesslich am 10. Juni. Wir sind allerdings der Ansicht, dass die Motion Semadeni nicht im Einklang mit dem nationalen Zusammenhalt ist, an dem wir so sehr hängen. Wir wollen, dass das Parlament im Rahmen von klaren Verfahren handelt, die für alle identisch sind.

Schlussfolgerung

In diesem Sinne und am Rande der Behandlung der Motion durch den Ständerat reichen wir mittels dieser Resolution sämtlichen Parlamentariern aller Regionen die Hand und bitten sie, ihr keine Folge zu leisten. Zudem möchten wir ihnen unsere Verbundenheit mit den Werten, welche die Stärke und den Erfolg der Schweiz ausmachen, versichern.

RESOLUTION URGENTE

Auteur PLR, par Marcel Delasoie et Christophe Claivaz
Objet Graves disfonctionnements au sein du MP: la COJU doit se saisir de ces dossiers
Date 14.05.2018
Numéro 7.0078

Actualité de l'événement

Au mois d'avril, le Nouvelliste ainsi que divers journaux locaux dénoncent l'inaction du ministère public dans l'affaire de Nicole Dubuis. Tout dernièrement nous apprenons dans ces mêmes journaux que le ministère est sous le coup de deux enquêtes.

Imprévisibilité

La décision du Tribunal Cantonal de renvoyer la totalité du dossier au ministère public en exigeant des demandes très précises étaient totalement imprévisible.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le Grand Conseil en tant qu'organe de contrôle se doit de réagir rapidement à de telles informations.

Nous apprenions le 4 avril 2018 que le recours déposé contre une demande de classement dans l'affaire Nicole Dubuis avait eu gain de cause au Tribunal cantonal. Le ministère public a été désavoué dans sa décision de classement. De plus le Tribunal va plus loin en requalifiant le dossier pour «meurtre par dol éventuel».

Enquêtes pénales contre le Ministère public :

Dernièrement, nous pouvions lire dans les lignes du Nouvelliste que le ministère public était sous le coup de deux enquêtes dont une hors canton. La première sur des fuites en interne et l'autre sur la présence d'une arme factice dans les bureaux du ministère.

D'importants retards au Ministère public :

De plus dans la population en général et aussi au sein des avocats pratiquant les procédures pénales, il y a des plaintes sur la durée anormalement longue et inadmissible de certaines procédures pénales. Il incombe au Grand Conseil, comme autorité de haute surveillance, de se préoccuper de ce que beaucoup qualifient de disfonctionnements importants dans le fonctionnement de la justice. Les collaborateurs du Ministère public ont-ils bien, tous, les compétences nécessaires pour remplir leur fonction et ont-ils bien, tous, les qualités pour conduire les procédures avec la diligence requise?

Conclusion

Par la présente résolution, le groupe PLR demande à la COJU de se saisir de ces dossiers afin de faire toute la lumière sur les procédures pratiquées ainsi que les agissements des différents intervenants. Le but est de garantir que les citoyens valaisans aient véritablement accès à une justice de qualité.

DRINGLICHE RESOLUTION

Urheber	PLR, durch Marcel Delasoie und Christophe Claivaz
Gegenstand	Schwere Missstände bei der Staatsanwaltschaft: Die JUKO muss sich mit diesen Dossiers befassen
Datum	14.05.2018
Nummer	7.0078

Aktualität des Ereignisses

Im April haben der Nouvelliste und verschiedene Lokalzeitungen die Untätigkeit der Staatsanwaltschaft im Fall Nicole Dubuis angeprangert. Unlängst wurde in den gleichen Medien darüber berichtet, dass gleich zwei Untersuchungen gegen die Staatsanwaltschaft laufen.

Unvorhersehbarkeit

Der Entscheid des Kantonsgerichts, das gesamte Dossier zusammen mit präzisen Forderungen an die Staatsanwaltschaft zurückzuweisen, war völlig unvorhersehbar.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

In seiner Rolle als Kontrollorgan muss der Grosse Rat rasch auf solche Informationen reagieren.

Am 4. April 2018 haben wir erfahren, dass das Kantonsgericht einer Beschwerde gegen einen Antrag auf Verfahrenseinstellung im Fall Nicole Dubuis stattgegeben hat. Die Staatsanwaltschaft wurde also vom Kantonsgericht zurechtgewiesen. Das Kantonsgericht geht sogar noch weiter, indem es den Tatbestand der «eventualvorsätzlichen Tötung» in Erwägung zieht.

Strafuntersuchungen gegen die Staatsanwaltschaft:

Unlängst war im Nouvelliste zu lesen, dass gleich zwei Untersuchungen – davon eine ausserkantonale – gegen die Staatsanwaltschaft laufen. Die eine betrifft interne Informationslecks und bei der anderen geht es um eine Waffenattrappe, die in den Büros der Staatsanwaltschaft gefunden wurde.

Massiver Rückstand bei der Staatsanwaltschaft:

Die Bevölkerung im Allgemeinen, aber auch die in Strafsachen tätigen Anwälte beschwerten sich darüber, dass sich gewisse Strafverfahren übermässig und unhaltbar in die Länge ziehen. In seiner Rolle als Obergerichtsbehörde muss sich der Grosse Rat mit diesen schwerwiegenden Unzulänglichkeiten im Bereich der Rechtspflege befassen. Verfügen alle Mitarbeitenden der Staatsanwaltschaft auch wirklich über die nötigen Kompetenzen und Qualitäten, um ihre Aufgaben zu erfüllen und die Verfahren mit der nötigen Sorgfalt zu führen?

Schlussfolgerung

Mit der vorliegenden Resolution fordert die PLR-Fraktion die JUKO auf, sich mit diesen Dossiers zu befassen, um Licht in diese Angelegenheiten und die Rolle der verschiedenen Beteiligten zu bringen. Dadurch soll gewährleistet werden, dass die Walliser Bürgerinnen und Bürger auch wirklich Zugang zu einer qualitativ hochstehenden Justiz haben.

INTERPELLATION URGENTE

Auteur UDC, par Jérôme Desmeules et Damien Raboud (suppl.)
Objet Procédure de nomination d'un nouveau préposé à protection des données et à la transparence: Qui a peur de Sébastien Fanti?
Date 14.05.2018
Numéro 7.0079

Actualité de l'événement

La presse s'est faite écho tout récemment du renouvellement du mandat de préposé cantonal à la protection des données et de la publication d'annonces dans la presse spécialisée

Imprévisibilité

Il était imprévisible que nous publions des annonces au-delà du simple Bulletin officiel du Canton, alors que nous avons un titulaire en fonction et que nous ne renouvelons pas son poste dans l'urgence

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Un tel procédé, sans autres explications, jette le discrédit sur la fonction et le travail du préposé et donne l'impression que le Parlement ne lui fait pas confiance

La presse nous informe que le Parlement a lancé une procédure d'appels à candidatures pour le renouvellement du mandat de préposé cantonal à la protection des données et à la transparence.

Si le renouvellement de ce mandat impose certainement une publication au Bulletin officiel, le fait d'aller passer des annonces dans des revues spécialisées nous interroge.

D'aucuns pensent que le préposé en fonction actuellement, Me Sébastien Fanti, est trop visible. Certains pensent probablement aussi que ce dernier malmène certains ministres, en réclamant cette transparence auquel notre population a droit, mais qui fait toujours largement défaut dans notre canton.

Conclusion

Nous demandons à la présidence du Parlement de répondre aux questions suivantes:

- Est-il habituel, lors du renouvellement d'une fonction, de publier des annonces dans des revues spécialisées? Quel est le coût de telles annonces?
- Un tel procédé avait-il été employé lors du précédent renouvellement de la fonction?
- La présidence n'est-elle pas d'avis qu'une telle méthode peut passer une pour acte de défiance face au préposé actuel?
- Est-ce qu'une telle manière de faire est un moyen de mettre la pression sur le préposé actuel, qui a dû intervenir sur de nombreux dossiers sensibles (Mercure, Infomed,...)?
- Alors que le président de la commission cantonale de protection des données déclare que le budget du préposé devrait être augmenté pour s'approcher du demi-million de francs, ne devrions-nous pas, en tant que Parlement, nous satisfaire que le préposé actuel ait réussi à accomplir son mandat avec seulement 100kCHF de budget?

DRINGLICHE INTERPELLATION

Urheber UDC, durch Jérôme Desmeules und Damien Raboud (Suppl.)
Gegenstand Verfahren zur Wahl eines neuen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten
Wer hat Angst vor Sébastien Fanti?
Datum 14.05.2018
Nummer 7.0079

Aktualität des Ereignisses

Kürzlich wurde in den Medien über die Mandatserneuerung des kantonalen Datenschutzbeauftragten sowie über die Stellenausschreibung in der Fachpresse berichtet.

Unvorhersehbarkeit

Es war unvorhersehbar, dass das Mandat ausserhalb des Walliser Amtsblatts ausgeschrieben werden würde, obwohl wir einen amtierenden Beauftragten haben und seine Stelle nicht zwingend neu besetzt werden muss.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Ein solches Verfahren, ohne weitere Erklärungen, diskreditiert die Funktion und die Arbeit des Beauftragten und erweckt den Eindruck, dass das Parlament nicht hinter ihm steht.

Wie wir aus den Medien erfahren haben, hat das Parlament ein Stellenausschreibungsverfahren zur Mandatserneuerung des kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten lanciert.

Die Erneuerung des Mandats erfordert zwar eine Ausschreibung im Amtsblatt, aber die zusätzliche Veröffentlichung in Fachzeitschriften gibt uns zu denken.

Einige sind der Ansicht, dass der aktuelle Datenschutzbeauftragte, Sébastien Fanti, zu präsent ist. Gewisse denken wahrscheinlich auch, dass er einige Staatsräte etwas vor den Kopf stösst, indem er die Transparenz verlangt, auf die unsere Bevölkerung ein Anrecht hat, die in unserem Kanton aber grösstenteils immer noch fehlt.

Schlussfolgerung

Wir möchten vom Präsidium des Parlaments Folgendes wissen:

- Sind Stellenausschreibungen in Fachzeitschriften bei der Erneuerung einer Funktion gang und gäbe? Was kosten diese Stellenausschreibungen?
- Wurde ein solches Verfahren auch bei der letzten Erneuerung der Funktion befolgt?
- Ist das Präsidium nicht der Ansicht, dass eine solche Vorgehensweise gegenüber dem aktuellen Beauftragten wie ein Misstrauensvotum wirkt?
- Ist dieses Verfahren ein Vorwand, den aktuellen Datenschutzbeauftragten, der bei zahlreichen heiklen Dossiers (Quecksilber, Infomed usw.) einschreiten musste, unter Druck zu setzen?
- Wenn der Präsident der kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitskommission erklärt, dass das Budget des Datenschutzbeauftragten bis auf eine halbe Million Franken erhöht werden müsste, sollten wir uns im Parlament nicht damit zufrieden geben, dass der aktuelle Beauftragte sein Mandat mit gerade mal 100'000 Franken erfüllte?

RESOLUTION URGENTE

Auteur	Sébastien Nendaz (suppl.), AdG/LA, Charlotte Salzmänn-Briand (suppl.), CVPO, Thierry Largey, Les Verts, et Joachim Rausis, PDCB
Objet	Budget alloué au Préposé cantonal à la protection des données et à la transparence, au 31.12.2018
Date	14.05.2018
Numéro	7.0080

Actualité de l'événement

Mise au concours du poste dans le cadre du renouvellement du mandat de Préposé cantonal à la protection des données et à la transparence.

Imprévisibilité

Dans le cadre du renouvellement du mandat du Préposé, la Commission ad hoc souhaite ouvrir le poste à des offres de qualité. L'analyse du rapport du précédent Préposé démontre que le travail à accomplir ne peut se faire sur le budget actuel. Le rapport a été rendu à la fin du mois d'avril.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La procédure de mise au concours du poste demande une décision immédiate du Parlement quant au budget des honoraires du Préposé

Conformément à l'article 38 de la LIPDA, la nouvelle commission cantonale de protection des données et de transparence s'est constituée il y a une année maintenant.

Durant cette année d'activité, elle a assuré le rôle de surveillance qui lui est imparti, et a mis à jour des difficultés de fonctionnement au poste de Préposé cantonal à la protection des données et à la transparence. L'augmentation permanente des demandes, ainsi que la complexité des dossiers à traiter exigent des mesures afin d'assurer la pérennité de la qualité du travail accompli jusqu'à présent.

Le budget annuel alloué au Préposé représente 100'000.00 CHF. En comparaison intercantonale, le canton du Valais se trouve au bas de l'échelle quand bien même le travail du Préposé cantonal est reconnu au niveau national comme étant excellent.

Les cantons qui nous entourent travaillent avec les budgets suivants (chiffres 2014):

- Vaud: CHF 310'000.00
- Neuchâtel: CHF 335'000.00
- Fribourg: CHF 471'500.00
- Genève: CHF 627'000.00
- Berne: CHF 1'075'000.00

L'organisation de la protection des données et de la transparence dans ces cantons est sensiblement similaire à celle du canton du Valais. Il s'agit là aussi d'un contrat de mandat externe. Certains frais sont en revanche parfois assumés directement par le budget cantonal.

Le mandat du Préposé du canton du Valais prévoit qu'avec ce montant forfaitaire ce dernier assume entièrement les frais liés à la charge de travail (location de locaux, frais de fonctionnement, matériel, salaire,...)

En 2017, 250 nouvelles requêtes sont parvenues sur le bureau du Préposé. Ces dernières émanent prioritairement de personnes privées, des autorités communales et cantonales. Le temps moyen de réponse est de 14 jours. Sur la totalité de ces requêtes, plus de 25 ont été considérées comme complexes, et nécessitent donc des moyens supérieurs.

Conclusion

A l'aune du renouvellement du mandat du Préposé, qui prend fin au 31.12.2018, la Commission s'inquiète pour l'avenir de la protection des données et de la transparence dans notre canton. En effet, nous ne pourrions pas pérenniser le règlement qualitatif de la quantité de requêtes avec un tel budget. Le mandat du Préposé étant remis au concours pour le 1er janvier 2019, la commission souhaite avoir un choix large et qualitatif de candidats à entretenir, afin de proposer au Parlement un ou plusieurs dossiers de bon niveau.

C'est pourquoi nous demandons à ce Parlement d'accepter d'augmenter le forfait alloué au Préposé pour l'année 2019 à CHF 200'000.00. Ce montant reste toutefois faible en comparaison intercantonal, mais nous semble justifié par la masse de travail à accomplir.

DRINGLICHE RESOLUTION

Urheber	Sébastien Nendaz (Suppl.), AdG/LA, Charlotte Salzmänn-Briand (Suppl.), CVPO, Thierry Largey, Les Verts, und Joachim Rausis, PDCB
Gegenstand	Budget des kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten per 31.12.2018
Datum	14.05.2018
Nummer	7.0080

Aktualität des Ereignisses

Stellenausschreibung im Rahmen der Mandatserneuerung des Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten.

Unvorhersehbarkeit

Im Rahmen der Mandatserneuerung des Datenschutzbeauftragten möchte die Ad-hoc-Kommission die Stelle für hochwertige Bewerbungen ausschreiben. Gemäss Analyse des Berichts des Datenschutzbeauftragten kann die zu leistende Arbeit nicht mit dem aktuellen Budget bewerkstelligt werden. Der Bericht wurde Ende April eingereicht.

Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion oder Massnahme

Das Stellenausschreibungsverfahren verlangt einen umgehenden Entscheid des Parlaments im Zusammenhang mit dem Budget des Datenschutzbeauftragten.

Die neue kantonale Datenschutz- und Öffentlichkeitskommission hat sich gemäss Artikel 38 GIDA vor einem Jahr selbst konstituiert.

In ihrem Tätigkeitsjahr hat sie die ihr auferlegte Überwachungsrolle wahrgenommen und Schwierigkeiten im Rahmen der Funktionsweise der Stelle des Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten zutage gefördert. Die zunehmende Nachfrage sowie die Komplexität der Dossiers erfordern Massnahmen, um die Qualität der bisher geleisteten Arbeit weiterhin zu gewährleisten.

Das Jahresbudget des Datenschutzbeauftragten beträgt CHF 100'000. Im interkantonalen Vergleich befindet sich der Kanton Wallis im unteren Bereich, obwohl die Arbeit des Datenschutzbeauftragten auf nationaler Ebene als ausgezeichnet anerkannt wird.

Die nachstehenden Kantone arbeiten mit folgenden Budgets (Stand 2014):

- Waadt: CHF 310'000
- Neuenburg: CHF 335'000
- Freiburg: CHF 471'500
- Genf: CHF 627'000
- Bern: CHF 1'075'000

Die Organisation des Datenschutzes und der Transparenz in diesen Kantonen ähnelt derjenigen im Kanton Wallis sehr. Dabei handelt es sich auch um ein externes Mandat. Gewisse Ausgaben werden allerdings bisweilen direkt über das Kantonsbudget verbucht.

Das Mandat des Datenschutzbeauftragten des Kantons Wallis sieht vor, dass der Beauftragte mit diesem Pauschalbetrag für sämtliche Kosten im Zusammenhang mit dem Arbeitsaufwand (Miete für die Räume, Betriebsaufwand, Material, Löhne...) selbst aufkommt.

Im Jahr 2017 erhielt das Büro des Datenschutzbeauftragten 250 neue Gesuche. Diese stammen primär von Privaten, Gemeinde- und Kantonsbehörden. Die durchschnittliche Beantwortungsdauer beträgt 14 Tage. 25 dieser Gesuche gelten als komplex und erfordern entsprechend zusätzliche Mittel.

Schlussfolgerung

Im Hinblick auf die Erneuerung des Mandats des Datenschutzbeauftragten, das am 31.12.2018 ausläuft, ist die Kommission besorgt über die Zukunft des Datenschutzes und der Information der Öffentlichkeit des Kantons. Es ist unmöglich, mit einem solchen Budget derart viele Dossiers gründlich zu behandeln. Da das Mandat des Datenschutzbeauftragten für den 1. Januar 2019 wieder ausgeschrieben wird, möchte die Kommission über eine grosse Auswahl an kompetenten Kandidaten verfügen, um dem Parlament hochwertige Dossiers unterbreiten zu können.

Aus diesem Grund bitten wir das Parlament, den Pauschalbetrag des Datenschutzbeauftragten für das Jahr 2019 auf CHF 200'000 zu erhöhen. Im interkantonalen Vergleich liegt dieser Betrag weiterhin tief, er erscheint uns im Rahmen des zu bewerkstelligenden Arbeitsaufwands jedoch als gerechtfertigt.